



de la part du
Peuple japonais



Au service
des peuples
et des nations

Programme des Nations Unies pour le développement

Pays : MAROC

Document de projet

Titre du projet	Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion
Résultat(s) de l'UNDAF :	Effet 4 : Les partenaires institutionnels et la société civile s'approprient les principes de la gouvernance démocratique et les mettent en œuvre pour un développement humain, intégré, équitable et durable.
Résultat(s) escompté(s) du PAC :	Produit 4.1 : Les capacités des institutions publiques pour accompagner et mettre en œuvre les réformes engagées par l'Etat en matière de Gouvernance démocratique basée sur les droits humains sont accrues.
Résultat(s) escompté(s) du Stratégique PNUD :	Effet 2 : Il est répondu aux attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité, grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique
Partenaire de Mise en œuvre :	Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion
Parties responsables :	Programme des Nations Unies pour le Développement

Brève description

Le projet, fruit d'un partenariat PNUD et Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR), vise à appuyer la mise en œuvre de la stratégie de la DGAPR dans le cadre de la réforme du système carcéral. Le projet s'aligne en particulier sur les axes stratégiques relatifs à l'humanisation des conditions de détention, la préparation à une meilleure réinsertion sociale et la modernisation de l'administration pénitentiaire, et ce en intégrant les principes de droits humains, la dimension genre, le souci de la durabilité environnementale, et dans une approche de gestion axée sur les résultats. Le projet bénéficie du financement du Gouvernement du Japon, et de l'accompagnement technique du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) et de la Rabita Mohammadia des Oulémas (RMO).

Les résultats escomptés sont :

- Produit 1 : Le traitement humain, conforme aux dispositions législatives et réglementaires et aux normes internationales des droits de l'homme, des détenu(e)s en général et des groupes vulnérables en particulier, est accru.
- Produit 2 : Les détenus acquièrent un ensemble de compétences professionnelles, éducatives et culturelles nécessaires qui devraient leur garantir une meilleure réinsertion sociale et économique.
- Produit 3 : LA DGAPR dispose des outils et compétences de façon à pouvoir mettre en œuvre la mission de la stratégie et à répondre à l'évolution de la population carcérale.
- Produit 4 : l'intégration de la prise en compte de l'environnement, du genre et de la vulnérabilité dans la gestion de la DGAPR est renforcée.

Période couverte par le programme :	2016-2020
Domaine de résultats prioritaires (plan stratégique) :	Outcome 1
ID attribué par Atlas :	00096587
Date de début :	11/03/2016
Date de fin :	11/03/2020
Mécanismes de gestion :	NIM
Date du LPAC :	9 mars 2016

Ressources nécessaires : 5 000 000 USD

Ressources allouées :

Partage de coûts du gouvernement (DGAPR) : 2 000 000 USD

Partage de coûts tiers (Gouvernement du Japon) : 864 000 USD
(Annexe F)

Ressources en nature et appui technique :

CNDH : A déterminer

Rabita Mohammadia des Oulémas (en nature) : 100 000 USD

Ressources à mobiliser par le PNUD: 2 026 000 USD

Approuvé par Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion

Le Délégué Général à l'Administration
Pénitentiaire et à la Réinsertion

Signé : Mohamed SALAH TAMEK

Approuvé par le PNUD :



1.1. Le Contexte Institutionnel

La Stratégie de la Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion (DGAPR) a pour objectif de renforcer les acquis et d'améliorer les conditions des centres de détention et des détenus, et ce dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles, des directives royales et des textes législatifs et réglementaires liés au secteur pénitentiaire. Il s'agit des dispositions suivantes :

- Les dispositions constitutionnelles relatives à la promotion de la culture des droits de l'Homme en général, et les droits des prisonniers, en particulier. L'article 22 de la Constitution du Maroc dispose qu' « Il ne peut être porté atteinte à l'intégrité physique ou morale de quiconque, en quelque circonstance que ce soit et par quelque personne que ce soit, privée ou publique. Nul ne doit infliger à autrui, sous quelque prétexte que ce soit, des traitements cruels, inhumains, dégradants ou portant atteinte à la dignité. La pratique de la torture, sous toutes ses formes et par quiconque, est un crime puni par la loi » ;
- Le discours Royal à l'ouverture de l'année judiciaire (29 Janvier 2003) dit « la sollicitude particulière que Nous réservons à la dimension sociale, dans le domaine de la justice, ne serait pas complète, sans que nous assurions aux citoyens incarcérés leur dignité humaine, qui, du reste, ne leur est pas déniée du fait d'une décision de justice privative de liberté » ;
- Les directives royales à l'occasion de la création de la délégation générale de l'administration pénitentiaire, qui se résument aux points suivants :
 - Assurer la sécurité et la discipline dans les établissements pénitentiaires ;
 - Sauvegarder les droits des détenus et préserver leur dignité ;
 - Fournir des conditions favorables à la réinsertion des détenus ;
 - Adopter une gestion professionnelle et moderne des établissements pénitentiaires ;
- Les directives du gouvernement envers une approche intégrée de la réinsertion des détenus et la poursuite des efforts pour humaniser leurs conditions de détention ;
- Les dispositions législatives et réglementaires régissant le secteur, notamment la loi 23.98 sur l'organisation et le fonctionnement des établissements pénitentiaires et son décret d'application, qui s'inscrivent dans la lignée des principes contenus dans les conventions internationales et des règles de base du traitement des détenus.

La DGAPR œuvre pour la réhabilitation des établissements pénitentiaires et l'amélioration des conditions de détention des détenus. Pour ce faire, elle se base sur une approche fondée sur l'identification des objectifs, des actions et des échéances de mise en œuvre, accompagnée d'une identification précise des responsabilités par le biais d'un contrat interne entre les intérêts principaux de l'administration centrale, les directions régionales et les établissements pénitentiaires.

La stratégie couvre la période qui s'étend de 2016 à 2018 et comprend 4 principaux axes et un axe transversal :

- Humanisation des conditions d’incarcération ;
- Préparation des détenus à la réinsertion ;
- Garantir la sécurité et la sûreté des détenus ;
- Modernisation de l’administration et renforcement des procédures de gouvernance.
- Environnement, genre et vulnérabilité.

1.2. L’organisation de la DGAPR

Le 29 avril 2008, le Royaume du Maroc a établi une Délégation Générale à l’Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion. Depuis cette date, la DGAPR est une structure autonome, détachée du Ministère de la Justice, et rattachée directement à la Primature.

Elle vise deux objectifs prioritaires :

- Améliorer les conditions de détention des personnes incarcérées
- Contribuer à la réinsertion des détenus afin de favoriser leur insertion au sein de la société

La DGAPR a amorcé un changement de stratégie axé sur l’amélioration des pratiques professionnelles dans les prisons incluant : la lutte contre la corruption, le rajeunissement des agents pénitentiaires, une amélioration de l’accès à l’enseignement, à la formation et aux activités sociales et culturelles pour les détenus ainsi qu’une amélioration de la communication extérieure.

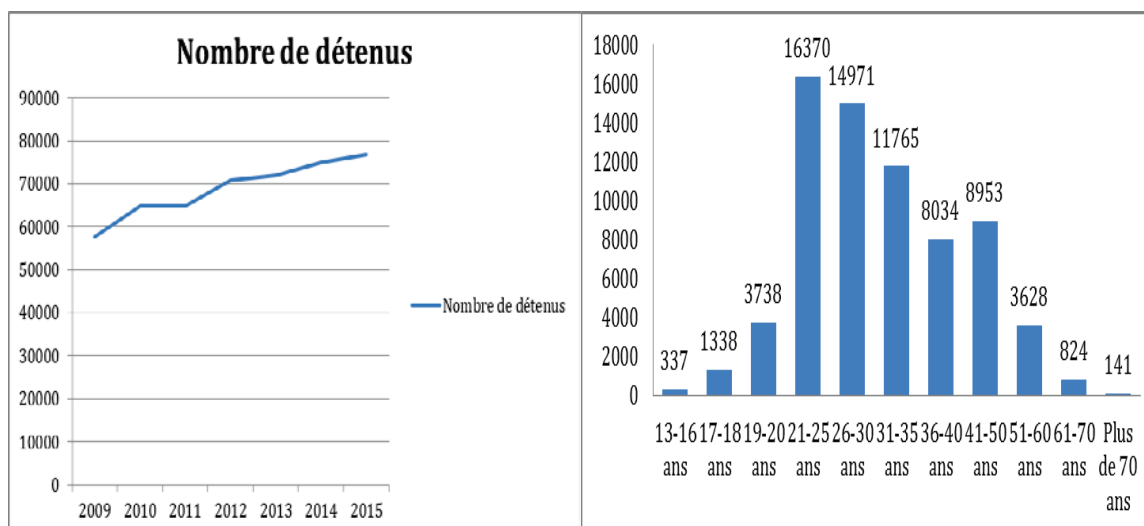
La DGAPR est, sur le territoire du Royaume du Maroc, organisée depuis 2012 en 9 directions régionales.

1.3. Les établissements pénitentiaires :

La DGAPR dispose de 78 établissements pénitentiaires (EP) : 64 EP locales, 2 EP centraux pour des longues peines, 6 EP agricoles, 2 EP pour les femmes, 4 centres de réforme et d’éducation pour les jeunes de moins de 20 ans.

La DGAPR dispose également d’une unité d’hébergement pour les familles qui rendent visite aux détenus en cours de construction.

La population carcérale s’élevait en 2014 à 74941 détenus, dont 3% de femmes.



2 LES PRINCIPAUX DEFIS

Durant le processus d'élaboration de la stratégie de la DGAPR, un état des lieux a permis de ressortir les principaux défis auxquels la réforme pénitentiaire fait face et qui sont en lien avec le présent projet, et ils se résument en les axes suivants :

2.1 Défis relatifs aux conditions d'incarcération pour un traitement humain des détenus

En matière de traitement humain des détenus, l'état des lieux révèle la nécessité de poursuivre les efforts d'amélioration du traitement des détenus en général et des groupes vulnérables de détenus en particuliers, à savoir les femmes, notamment les femmes enceintes ou accompagnées de mineurs, les personnes en situation de handicap, les malades et les étrangers.

Plusieurs actions ont été entreprises en la matière par la DGAPR, notamment en matière de renforcement des mécanismes de recueil et de traitement des doléances, contestations et requêtes. Cependant des déficits subsistent notamment :

- Efficacité du mécanisme de dépôt, de recueil et de traitement des plaintes, doléances et contestations et requêtes : besoin de renforcer la qualité et la rapidité de traitement des plaintes des détenus par un renforcement des procédures et de l'effectif en charge de leur traitement et par une meilleure coordination entre les services ;
- Manque de formalisation des conduites des fonctionnaires en matière de respect des droits humains et des conduites des détenus constituant des infractions et des sanctions ; pour une bonne compréhension des conduites à tenir dans le milieu carcéral ;
- Manque de formation des fonctionnaires pénitenciers en matière de droits humains et gestion des conflits ;
- Manque de formation des détenus et leurs familles sur leurs droits et devoirs ;
- Déficit de coordination avec les organismes en charge des droits humains ;
- Déficit du cadre juridique régissant les EP.

2.2 Défis relatifs à Préparation des détenus à la réinsertion à travers la scolarisation et l'alphabétisation

Le diagnostic de la situation actuelle révèle le besoin de renforcer le nombre de détenus ayant accès à la scolarisation et à l'alphabétisation, ainsi que le taux de réussite aux examens. Les principaux problèmes identifiés à cet égard sont :

- La faible capacité des infrastructures d'accueil scolaire dans les EP ;
- La faible diversité et qualité des programmes scolaires et la faiblesse en matière de soutien scolaire ;
- Le faible nombre d'EP dispensant des programmes d'alphabétisation ;
- Le transfert des détenus en cours d'année scolaire qui affecte fortement le taux de réussite aux examens ;
- Le manque de soutien et de sensibilisation des détenus en matière de scolarisation et d'alphabétisation ;

2.3 Défis relatifs à préparation des détenus à la réinsertion à travers la Formation professionnelle, artisanale et artistique

Le diagnostic de la situation actuelle révèle un faible taux de détenus ayant accès à la formation professionnelle, artistique et artisanale. Les problématiques identifiées sont :

- Insuffisance et manque d'efficacité des centres pédagogiques de formation professionnelle ;
- Manque de diversité des programmes de formation professionnelle ;
- Absence d'unités de formation artisanale et artistique opérationnelles dans les EP ;
- Manque de soutien et de sensibilisation des détenus ;

2.4 Défis relatifs à Préparation des détenus à la réinsertion à travers les activités sportives, culturelles et religieuses

Le diagnostic de la situation actuelle révèle le besoin d'augmenter le nombre de détenus ayant accès à des activités sportives, culturelles et religieuses.

Les problèmes à résoudre sont :

- Manque d'espaces sportifs, culturels et religieux ;
- Besoin de poursuivre et de renforcer les programmes d'activités sportives, culturelles et religieuses ;

2.5 Défis relatifs au soutien psychologique et social des détenus

Le diagnostic de la situation actuelle révèle un déficit important en matière de soutien psychologique et social des détenus et le besoin de renforcer leur lien avec le monde extérieur.

Les causes identifiées sont :

- Faiblesse importante des actions de sensibilisation, de soutien, de médiation et de suivi psychologique des détenus ;
- Besoin de poursuivre et consolider le renforcement du programme de mise en relation des détenus avec leur famille et le monde extérieur, notamment par :
 - une implication plus forte des associations ;
 - le recours à la médiation sociale et familiale pour résoudre les problèmes familiaux de certains détenus ;
 - l'organisation de visites au profit des détenus dont les visites sont interrompues, entre les mineurs et leurs familles et entre les enfants et les détenues mères ;
 - l'élargissement des autorisations exceptionnelles de sorties qui sont actuellement accordées uniquement à l'occasion des fêtes religieuses, à d'autres activités importantes pour la réinsertion (préparation du bac, assister à des cours à l'université, participation à des colonies de vacances pour les détenus mineurs...)

2.6 Défis relatifs à la Modernisation de l'administration et la Gouvernance

2.6.1 Gouvernance

En matière de gouvernance l'état des lieux révèle des déficits en matière de moralisation et d'éthique.

Cette situation est due :

- au besoin de renforcer la transparence et l'intégrité dans la gestion des affaires pénitentiaires ;

2.7 Défis relatifs à l'intégration des dimensions Environnement, Genre et Vulnérabilités

L'état des lieux révèle :

- le besoin de renforcer la prise en compte de l'environnement dans les EP, en termes d'économie d'eau, de récupération, recyclage et réutilisation des eaux, d'économie d'électricité ;
- Le besoin d'intégrer de façon effective l'approche genre dans la gestion des détenus (indicateurs, compréhension de la problématique, mise en œuvre de solutions, suivi...) ;

Cette situation est due à :

- Des lacunes en matière d'intégration de l'environnement (notamment les problématiques relatives à l'eau et au traitement des déchets) dans les cahiers de charge lors de la construction ou de la rénovation des bâtiments ;
- Un manque de stratégie et de connaissances sur les problématiques existantes en matière de genre dans les EP.

3 STRATEGIE D'INTERVENTION

Le projet se base sur les principes programmatiques suivants :

- Le renforcement des capacités techniques, managerielles et thématiques de la Délégation, à travers la modernisation et la mise à niveau des structures qui en dépendent ;
- L'intégration transversale du genre et de la durabilité environnementale dans l'intervention de la Délégation, aussi bien au niveau central qu'au niveau de la gestion de l'univers carcéral, et ceci selon le cadre normatif national en alignement avec le Plan Gouvernemental de l'Egalité, la Charte nationale de l'Environnement et les nouvelles dispositions de la constitution du Royaume ;
- La prise en compte des besoins spécifiques des jeunes et des personnes en situation de handicap, en alignement avec les engagements de l'état au niveau international, ainsi qu'avec les stratégies nationales de protection de l'enfance et de la promotion et protection des droits des personnes en situation de handicap ;
- La promotion de la coopération Sud-Sud et triangulaire pour le partage des meilleures pratiques, en particulier celles concernant la préparation à la réinsertion, l'alphabétisation fonctionnelle des détenu(e)s et l'animation culturelle, religieuse, sportive et artistique ;

- Le renforcement de la gestion axée sur les résultats dans l'intervention de la DGAPR à travers le présent programme, répondant ainsi aux orientations gouvernementales qui visent le changement du mode de gestion publique par le passage de la logique axée sur les moyens à la logique axée sur les résultats.

Dans cette perspective, le projet appuiera la mise en œuvre des objectifs stratégiques (OS) de la DGAPR, qui sont comme suit :

OS Axe 1 : Humanisation des conditions d'incarcération

- Garantir aux détenus en général et aux groupes vulnérables de détenus en particulier, un traitement humain conforme aux dispositions législatives et réglementaires et aux normes internationales des droits de l'homme.
- Renforcer les capacités de la DGAPR suite à la mise en place du Mécanisme National de la Prévention de la Torture.

OS Axe 2 : Préparation des détenus à la réinsertion

- Renforcer l'accès des détenus à l'enseignement et à l'alphabétisation et augmenter le taux de réussite aux examens.
- Renforcer le nombre de détenus ayant accès à la formation professionnelle, artisanale et artistique.
- Renforcer l'accès des détenus aux activités sociales et culturelles.
- Promouvoir la culture de tolérance et les valeurs de la citoyenneté chez les détenus(e).
- Renforcer les détenus au niveau psychologique et social.
- Améliorer l'accès aux soins et à la prise en charge médicale pour les détenu(e)s.

OS Axe 4 : Gouvernance et éthique

- Renforcer les procédures de gouvernance au sein de la DGAPR en termes de moralisation, de transparence, de lutte contre la corruption et de l'éthique.

OS transversal : Environnement et genre

- Développer le concept de la Prison verte.
- Renforcer l'intégration de la prise en compte de l'environnement et du genre au sein des EP.
- Développer la charte du Bâti de la DGARP.

Le PNUD a développé au niveau mondial en réforme pénitentiaire fait généralement partie de programmes plus larges de promotion de l'état de droit, intégrant ainsi les prisons en tant que maillon de la chaîne de la justice. L'appui est souvent axé sur l'assistance juridique et la résolution des conflits et la réinsertion sociale.

Le projet est aligné sur l'Effet 4 de l'UNDAF 2012-2016, à savoir : Les partenaires institutionnels et la société civile s'approprient les principes de la gouvernance démocratique et les mettent en œuvre pour un développement humain, intégré, équitable et durable de l'UNDAF 2012-2016, et sur l'Effet 2 du Plan Stratégique du PNUD, qui stipule que « Il est répondu aux attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité, grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique. »

Les résultats escomptés du projet sont alignés sur les objectifs stratégiques et se déclinent en produits et sous-produits suivants :

Produit 1 : Le traitement humain, conforme aux dispositions législatives et réglementaires et aux normes internationales des droits de l'homme, des détenu(e)s en général et des groupes vulnérables en particulier, est accru.

Sous-produit 1.1 : Le mécanisme de dépôt de recueil et de traitement des plaintes, doléances et contestations et requêtes est renforcé.

- Evaluation et renforcement des axes d'amélioration de la procédure de dépôt, de recueil, de transmission et de traitement des plaintes ;
- Organisation d'une visite d'échange pour identification des meilleures pratiques en mécanismes de dépôt, de recueil, de transmission et de traitement des plaintes ;
- Clarification du rôle et la mission du bureau par rapport aux autres services ;
- Renforcement de la coordination entre les services en matière de traitement des plaintes ;
- Elaboration d'un manuel de procédures du bureau ;
- Officialisation du bureau de recueil et de traitement des doléances ;
- Renforcement des capacités du personnel du bureau.

Sous-produit 1.2 : Les conduites des fonctionnaires en matière de respect des droits humains et les droits et devoirs des détenu(e)s sont formalisées (incluant la formalisation des sanctions)

- Définition de façon précise des droits et devoirs et des normes réglementaires et de sécurité que doivent respecter les détenu(e)s ainsi que les conduites qui constituent une infraction disciplinaire, et les sanctions ;
- Définition de façon précise des droits humains à respecter par les fonctionnaires, des conduites qui constituent des mauvais traitements et les sanctions ; en précisant les conduites à tenir face aux groupes vulnérables ;
- Finalisation du guide des règles déontologiques pénitentiaires et des sanctions ;
- Impression du guide et organisation d'ateliers de vulgarisation du guide au profit des fonctionnaires des EP au centre de formation de Tiflet ;
- Instauration d'un mécanisme d'indemnisation des détenu(e)s déclarés être victime de torture ou de mauvais traitement.

Sous-produit 1.3 : Les compétences des fonctionnaires pénitentiaires en matière de droits humains et de résolution de conflits et de crises sont renforcées

- Intégration des tests de connaissances en matière de droits humains lors du recrutement ;
- Renforcement des capacités du personnel de la DGAPR en principes des droits de l'homme à travers des ateliers de formation au centre de formation de Tiflet ;
- Réalisation de formations sur la résolution de conflits et de crises au centre de formation de Tiflet ;

Sous-produit 1.4 : Les détenu(e)s et leurs familles ont une bonne connaissance de leurs droits et devoirs

- Mise à jour et diffusion du guide pour les détenu(e)s illustrant leurs droits et leurs devoirs et le respect des normes réglementaires et de sécurité en vigueur ;
- Mise en place d'un programme de formation et de sensibilisation des détenu(e)s sur leurs droits et leurs obligations et sur le mode de vie communautaire pénitentiaire ;
- Elaboration d'un guide en faveur des familles des détenu(e)s.

Sous-produit 1.5 : le cadre juridique régissant les EP est mis à jour en alignement avec les engagements internationaux du Maroc

- Identification des axes d'actualisation du cadre législatif régissant les EP consacré au renforcement des aspects législatifs, humanistes et éducatifs au sein des EP ;
- Elaboration d'un projet d'amendement du texte de loi ;
- Organisation de deux ateliers de plaidoyer et de communication, dont une du parlement (en partenariat avec les commissions de la justice, législation et droits de l'homme au niveau des deux chambres) et une avec les experts pour finalisation du texte de loi.

Sous-produit 1.6 : Les capacités de la DGAPR suite à la mise en place du Mécanisme National de la Prévention de la Torture sont accrues

- Formation des fonctionnaires de la DGAPR sur le mécanisme national de la prévention de la torture ;
- Organisation d'un atelier au profit des fonctionnaires des EP sur la thématique

Indicateurs de suivi du produit 1

- % de réclamations valides relatives aux traitements inhumains et au non-respect des droits de l'homme à l'encontre des fonctionnaires pénitenciers, ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables

Produit 2 : Les détenus acquièrent un ensemble de compétences professionnelles, éducatives et culturelles nécessaires qui devraient leur garantir une meilleure réinsertion sociale et économique.

Sous-produit 2.1 : L'accès des détenu(e)s à l'enseignement et à l'alphabétisation est renforcé

2.1.1 : Mise à niveau des classes d'enseignement dans les établissements pénitentiaires (EP) pour atteindre une capacité de 4864 détenu(e)s

- Mettre en fonction les programmes d'enseignement dans les 73 classes des 15 nouveaux EP ;
- Former 40 cadres de la DGAPR dans la gestion administrative des classes scolaires.

2.1.2 : Amélioration de la qualité et de la quantité des programmes éducatifs

- Mise en place d'un système de contrôle et de suivi pédagogique des programmes éducatifs et des enseignants avec le Ministère concerné
- Renforcer le soutien scolaire
- Rajouter 4 nouveaux programmes éducatifs

2.1.3 : Elargissement du programme d'alphabétisation au niveau des nouveaux EP

- Mettre en place le programme du Ministère des Habous et des Affaires Islamiques concernant la lutte contre l'analphabétisme dans les mosquées du royaume, dans 31 nouveaux EP.

Sous-produit 2.2 : Les détenu(e)s ont accès à la formation professionnelle, artisanale et artistique habilitantes

2.2.1 : Les espaces de formation professionnelle mis en place et renforcés

- Organiser une visite d'échange en meilleures pratiques de renforcement de la formation professionnelle pour les détenus ;
- Equiper et mettre en fonction 16 centres de formation professionnelle dans 16 nouveaux EP ;
- Mettre à niveau les filières de formation professionnelles existantes ;

2.2.2 : Les ateliers de formation artisanale renforcés

- Etablir un état des lieux sur la situation des centres de formation artisanale et artistique existants.
- Fournir les équipements et les matières premières nécessaires pour la formation et l'emploi à 120 unités de formation.
- Recruter et former les artisans formateurs ;

2.2.3 : Promotion et commercialisation des articles produits par les détenu(e)s

- Organiser une mission d'échange en modalités de commercialisation et marketing des produits des détenus ;
- Organiser 40 expositions locales, régionales et centrales pour les créations des détenu(e)s dans le domaine de l'art et des productions artisanales.
- Mettre en place des mécanismes de vente des produits pour commercialiser les créations des détenu(e)s et récompenser leurs efforts.
- Organiser les concours de création et d'innovation en artisanat.
- Effectuer une étude de faisabilité pour la mise en place de partenariats avec le secteur privé pour la commercialisation des produits des détenus.
- Effectuer une étude de faisabilité pour la mise en place de partenariats avec les coopératives et entités de l'économie sociale et solidaire pour la commercialisation des produits des détenus

2.2.4 Préparation à l'accès à l'emploi

- Organiser une visite d'échange sur les meilleures pratiques en réinsertion à travers l'emploi pour les détenus
- Organiser une conférence nationale sur la préparation à l'emploi à travers les microentreprises, les structures de l'économie sociale et solidaires et le partenariat avec le privé
- Effectuer une étude de faisabilité pour la mise en place d'un programme de préparation à l'emploi pour les détenus.

Sous-produit 2.3 : l'accès des détenu(e)s aux activités sociales, sportives et culturelles est renforcé

2.3.1 : Amélioration des espaces sportifs et culturels

- Création et équipement de 20 espaces sportifs et 22 espaces culturels
- Formation de 40 cadres pénitenciers dans le domaine sportif

2.3.2 : Les programmes sportifs et culturels sont renforcés

- Mettre en place des programmes sportifs et culturels renforcés dans 40 EP
-
- Organiser une visite d'échange sur les meilleures pratiques en animations culturelles et sportives au sein des EP pour une meilleure réinsertion

- Organiser un séminaire national sur le sport et la culture comme vecteurs de la réinsertion ;
- Renforcer les outils éducatifs et les bibliothèques culturelles au sein des EPs

2.3.3 : Les activités de prédication et religieuses en vue d'inculquer aux détenu(e)s les principes de l'Islam modéré, de la tolérance, du civisme et de la citoyenneté sont augmentées

- Mettre en place des espaces pour la prière dans les EP qui ne disposent pas d'espaces de prière
- Renforcer avec le ministère de tutelle les programmes de prédication et d'activités religieuses dans les EP
- Renforcer les capacités des Mourichdates et Imams en partenariat avec la Rabita Mohammadia des Oulémas en dialogue positif et lutte contre la radicalisation, en développant des modules de formation et organisation de sessions de formation au centre de formation de Tiflet
- Organiser des tables rondes et de sensibilisation des détenu(e)s aux valeurs du civisme et de la citoyenneté en partenariat avec l'UNESCO et la Rabita Mohammadia des Oulémas
- Organiser une conférence internationale sur la promotion de la tolérance au sein des systèmes carcéraux

Sous-produit 2.4 : les compétences de la DGAPR pour prodiguer un suivi psychologique, social et de soins de santé aux détenu(e)s sont accrues

2.4.1 : des services de soutien psychologique, social et de soins de santé dans les EP sont mis en place et opérationnels

- Mettre en place une stratégie, des services et des programmes de soutien psychologique et social pour les détenu(e)s et prenant en compte les besoins spécifiques des catégories spéciales de détenu(e)s
- Mettre en place un programme de formation/information/sensibilisation des détenu(e)s dans les domaines de la gestion de la vie quotidienne/ la colère
- Mettre en place un programme de soutien psychologique et de gestion de stress au profit du personnel des EP
- Mettre en place des unités mobiles de soins de santé,
- Organiser, en partenariat avec la société civile, des caravanes de santé, de vaccination et de sensibilisation.

2.4.2 : Un programme renforcé, de mise en relations des détenu(e)s et leur famille, est mis en place dans les EP

- Définir et mettre en œuvre le nouveau programme d'amélioration de la relation entre les détenu(e)s et leurs familles
- Mettre en place une stratégie de renforcement de la coordination avec les associations
- Mettre en fonction la maison d'accueil pour les mineurs actuellement en cours de finalisation à Casablanca
- Mettre en fonction l'unité de visite familiale
- Mettre en fonction 36 nouvelles unités d'hébergement familial

Indicateurs du produit 2 :

- Nombre d'activités culturelles pour 1000 détenu(e)s, ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables
- Nombre d'activités sportives pour 1000 détenu(e)s, ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables
- Nombre d'activités religieuses pour 1000 détenu(e)s, ventilé par sexe, âge, et groupes vulnérables
- Nombre de détenu(e)s ayant participé aux compétitions culturelles, sportives et religieuses organisées dans les EP, ventilé par sexe, âge, et groupes vulnérables
- Nombre de détenu(e)s ayant bénéficié d'atelier de formation culturelle ventilée par sexe, âge et groupes vulnérables
- Nombre de détenu(e)s ayant bénéficié de l'apprentissage du coran ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables

Scolarisation des détenu(e)s

- Pourcentage de détenu(e)s, bénéficiant d'un enseignement primaire ou secondaire ou universitaire ventilé par sexes, âge et groupes vulnérables
- Taux de réussite scolaires des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables
- Taux d'abandon scolaires des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables

Alphabétisation des détenu(e)s

- Pourcentage de détenu(e)s bénéficiant du programme d'alphabétisation ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables (Le pourcentage est calculé selon le nombre total des détenu(e)s)
- Taux de réussite aux examens d'alphabétisation des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables
- Taux d'abandon des cours d'alphabétisation des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables
- Nombre de détenu(e)s ayant bénéficié d'un soutien psychologique et social ventilé par âge, sexe, et groupes vulnérables
- Nombre de détenu(e)s formés ou sensibilisés sur des thématiques de développement personnel (gestion de la colère, des conflits...) ventilé par âge, sexe, et groupes vulnérables
- Nombre d'activités annuelles organisées par des associations dans les EP
- Nombre de détenu(e)s bénéficiant de permission de sortie, ventilé par âge, sexe, et groupes vulnérables
- % de détenu(e)s scolarisés bénéficiant de sessions d'échanges organisés avec leurs familles afin de leurs exposer leur parcours scolaire et les soutenir psychologiquement ventilé par âge, sexe, et groupes vulnérables
- % de détenu(e)s mères bénéficiant des visites privées avec leurs enfants ventilé par groupe vulnérable
- Nombre d'évènements artistiques organisés en dehors des Etablissements Pénitentiaires au profit des détenu(e)s.
- Nombre de détenu(e)s participant à des œuvres caritatives avec des associations de la société civile dans le cadre d'autorisations exceptionnelles de sorties ventilé par âge, sexe, et groupes vulnérables

- Pourcentage de détenu(e)s bénéficiant du programme de formation professionnelle ventilé par sexe, âge (Le pourcentage est calculé selon le nombre total des détenu(e)s)
- Taux de réussite aux examens de formation professionnelle des détenu(e)s ventilé par sexe, âge
- Taux d'abandon des cours de formation professionnelle des détenu(e)s ventilé par sexe, âge
- Nombre de détenu(e)s bénéficiant du programme de formation artisanal et artistique ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables
- Taux de réussite aux examens de formation artisanale et artistique des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables
- Taux d'abandon des cours de formation artisanale et artistique des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables

Produit 3 : LA DGAPR dispose des outils et compétences pour mettre en œuvre la mission de la stratégie et à répondre à l'évolution de la population carcérale.

Sous-produit 3.2 : Les procédures de gouvernance au sein de la DGAPR en termes de moralisation, de transparence et de lutte contre la corruption sont accrues

- Organiser une visite d'échange sur les meilleures pratiques de lutte contre la corruption au sein des systèmes carcéraux ;
- Organiser une conférence internationale sur les règles de l'éthique au sein du système carcéral ;
- Elaborer, à la lumière de la conférence et de la visite d'échange, une stratégie de lutte contre la corruption et de la transparence au sein des EP et la mettre en œuvre
- Organiser des sessions de formation au profit des fonctionnaires de la DGAPR au centre de formation de Tiflet

Produit 4 : L'intégration de l'environnement et du genre dans la gestion de la DGAPR est renforcée

Sous-produit 4.1 : La prise en compte de l'environnement est intégrée pour une prison verte

- Organiser une visite d'échange pour s'inspirer des meilleures pratiques en assainissement solide et liquide, efficacité énergétique et durabilité environnementale dans les EPs.
- Développer la Charte du Bâti qui intègre la dimension durabilité environnementale, efficacité énergétique et accessibilité
- Développer les outils d'évaluation de l'impact environnemental des EPs
- Organiser un atelier international autour du concept de la prison verte

Sous-produit 4.2 : Les connaissances relatives aux problématiques de genre dans les EP et solutions à mettre en place sont renforcées et une stratégie est mise en place

- Réaliser un audit genre de la DGAPR et des EP pour réaliser un état des lieux et identifier les défis ;
- Mettre en place une stratégie genre pour la DGAPR

- Renforcer les capacités des équipes en intégration de genre dans la programmation et la budgétisation.

Indicateurs de produit 4

- % de formation genre
- % de cahiers de charge sensibles à la durabilité environnementale
- % d'EP construits en prenant en compte l'EE dans les plans architecturaux

Le projet s'appuiera sur l'expertise technique du Conseil National des Droits de l'Homme pour les composantes relatives à l'humanisation des prisons et le renforcement des capacités nationales en culture des droits de l'homme, ainsi que sur l'accompagnement de la Rabita Mohammadia des Oulémas pour les composantes relatives au renforcement des activités culturelles et religieuses, la promotion de la culture de la tolérance, la lutte contre le discours radical et la formation du personnel de la DGAPR en la matière.

Le projet prendra compte des synergies avec les partenaires en développement de la DGAPR, notamment les services de coopération des gouvernements des Etats-Unis, de la France et de l'Espagne, et ce en gestion pénitentiaire, classification des détenus et réinsertion. La DGAPR est aussi sous-bénéficiaire du partenariat entre l'ONUSIDA et le Ministère de la Santé, et peut participer aux séminaires organisés par UNODC, et bénéficie d'actions ponctuelles au sein des prisons avec l'UNICEF. La DGAPR a également développé des actions conjointes avec l'ONG Search for Common Ground et le Penal Reform International.

I. CADRE DES RESULTATS ET DES RESSOURCES

Effet attend conformément aux résultats et ressources escomptés dans le programme de pays : 4. Les partenaires institutionnels et la société civile s'approprient les principes de la gouvernance démocratique et les mettent en œuvre pour un développement humain, intégré, équitable et durable.

Indicateurs des produits conformes aux résultats et ressources escomptés dans le programme de pays, incluant la situation de référence et les cibles :
4. Les partenaires institutionnels et la société civile s'approprient les principes de la gouvernance démocratique et les mettent en œuvre pour un développement humain, intégré, équitable et durable.

Produit 4.1 : Les capacités des institutions publiques pour accompagner et mettre en œuvre les réformes engagées par l'Etat en matière de Gouvernance démocratique basée sur les droits humains sont accrues.

Nombre d'institutions publiques ayant bénéficié de renforcement des capacités en matière de gouvernance démocratique basés sur les droits humains et sensible au genre pour assurer la mise en œuvre des réformes publiques.

situation de référence : ND

Cible : 1 réforme

Titre du Projet et Numéro Atlas: Appui à la réforme du système pénitentiaire - 00096587

PRODUITS ESCOMPTEES	CIBLES	SOUS-PRODUITS	PARTIES RESPONSABLES (technique et finance)	CONTRIBUTION \$ USD
Produit 1 : Le traitement humain, conforme aux dispositions législatives et réglementaires et aux normes internationales des droits de l'homme, des détenu(e)s en	Cibles	Sous-produit 1.1 : Le mécanisme de dépôt de recueil et de traitement des plaintes, doléances et contestations et requêtes est renforcé. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation et renforcement des axes d'amélioration de la procédure de dépôt, de recueil, de 	PNUD/DGA PR/CNDH	650 000

<p>général et des groupes vulnérables en particulier, est accru.</p> <p>Situation de référence : Cadre légal non harmonisé avec les normes internationales</p> <p>Indicateurs : <i>% de réclamations valides relatives aux traitements inhumains et au non-respect des droits de l'homme à l'encontre des fonctionnaires pénitenciers, ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables</i></p>		<p>transmission et de traitement des plaintes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation d'une visite d'échange pour identification des meilleures pratiques en mécanismes de dépôt, de recueil, de transmission et de traitement des plaintes ; ▪ Clarification du rôle et la mission du bureau par rapport aux autres services ; ▪ Renforcement de la coordination entre les services en matière de traitement des plaintes ; ▪ Elaboration d'un manuel de procédures du bureau ; ▪ Officialisation du bureau de recueil et de traitement des doléances ; ▪ Renforcement des capacités du personnel du bureau. <p>Sous-produit 1.2 : Les conduites des fonctionnaires en matière de respect des droits humains et les droits et devoirs des détenu(e)s sont formalisées (incluant la formalisation des sanctions)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Définition de façon précise des droits et devoirs et des normes réglementaires et de sécurité que doivent respecter les détenu(e)s ainsi que les conduites qui constituent une infraction disciplinaire, et les sanctions ; ▪ Définition de façon précise des droits humains à respecter par les fonctionnaires, des conduites qui constituent des mauvais traitements et les sanctions ; en précisant les conduites à tenir face aux groupes vulnérables ; 	
---	--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finalisation du guide des règles déontologiques pénitentiaires et des sanctions ; ▪ Impression du guide et organisation d’ateliers de vulgarisation du guide au profit des fonctionnaires des EP au centre de formation de Tiflet ; ▪ Instauration d’un mécanisme d'indemnisation des détenu(e)s déclarés être victime de torture ou de mauvais traitement. <p>Sous-produit 1.3 : Les compétences des fonctionnaires pénitentiaires en matière de droits humains et de résolution de conflits et de crises sont renforcées</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégration des tests de connaissances en matière de droits humains lors du recrutement ; ▪ Renforcement des capacités du personnel de la DGAPR en principes des droits de l’homme à travers des ateliers de formation au centre de formation de Tiflet ; ▪ Réalisation de formations sur la résolution de conflits et de crises au centre de formation de Tiflet ; <p>Sous-produit 1.4 : Les détenu(e)s et leurs familles ont une bonne connaissance de leurs droits et devoirs</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise à jour et diffusion du guide pour les détenu(e)s illustrant leurs droits et leurs devoirs et le respect des normes réglementaires et de sécurité en vigueur ; ▪ Mise en place d’un programme de formation et de sensibilisation des détenu(e)s sur leurs droits et leurs obligations et sur le mode de vie 		
--	--	--	--	--

		<p>communautaire pénitentiaire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration d'un guide en faveur des familles des détenu(e)s. <p>Sous-produit 1.5 : le cadre juridique régissant les EP est mis à jour en alignement avec les engagements internationaux du Maroc</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des axes d'actualisation du cadre législatif régissant les EP consacré au renforcement des aspects législatifs, humanistes et éducatifs au sein des EP ; ▪ Elaboration d'un projet d'amendement du texte de loi ; ▪ Organisation de deux ateliers de plaidoyer et de communication, dont une du parlement (en partenariat avec les commissions de la justice, législation et droits de l'homme au niveau des deux chambres) et une avec les experts pour finalisation du texte de loi. <p>Sous-produit 1.6 : Les capacités de la DGAPR suite à la mise en place du Mécanisme National de la Prévention de la Torture sont accrues</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation des fonctionnaires de la DGAPR sur le mécanisme national de la prévention de la torture ; • Organisation d'un atelier au profit des fonctionnaires des EP sur la thématique 		
--	--	--	--	--

<p>Produit 2 :</p> <p>Les détenus acquièrent un ensemble de compétences professionnelles, éducatives et culturelles nécessaires qui devraient leur garantir une meilleure réinsertion sociale et économique.</p> <p>Situation de référence :</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'activités culturelles pour 1000 détenu(e)s, ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables • Nombre d'activités sportives pour 1000 détenu(e)s, ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables • Nombre d'activités religieuses pour 1000 détenu(e)s, ventilé par sexe, âge, et groupes vulnérables • Nombre de détenu(e)s ayant participé aux compétitions culturelles, 	<p>Cibles</p>	<p>Produit 2 : Les détenus acquièrent un ensemble de compétences professionnelles, éducatives et culturelles nécessaires qui devraient leur garantir une meilleure réinsertion sociale et économique.</p> <p>Sous-produit 2.1 : L'accès des détenu(e)s à l'enseignement et à l'alphabétisation est renforcé</p> <p>2.1.1 : Mise à niveau des classes d'enseignement dans les établissements pénitentiaires (EP) pour atteindre une capacité de 4864 détenu(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en fonction les programmes d'enseignement dans les 73 classes des 15 nouveaux EP ; ▪ Former 40 cadres de la DGAPR dans la gestion administrative des classes scolaires. <p>2.1.2 : Amélioration de la qualité et de la quantité des programmes éducatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'un système de contrôle et de suivi pédagogique des programmes éducatifs et des enseignants avec le Ministère concerné ▪ Renforcer le soutien scolaire ▪ Rajouter 4 nouveaux programmes éducatifs <p>2.1.3 : Elargissement du programme d'alphabétisation au niveau des nouveaux EP</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place le programme du Ministère des Habous et des Affaires Islamiques concernant la lutte contre l'analphabétisme dans les mosquées du 	<p>PNUD/DGA PR/CNDH/R MO</p>	<p>2 850 000</p>
---	----------------------	--	--------------------------------------	------------------

<p>sportives et religieuses organisées dans les EP, ventilé par sexe, âge, et groupes vulnérables</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de détenu(e)s ayant bénéficié d'atelier de formation culturelle ventilée par sexe, âge et groupes vulnérables • Nombre de détenu(e)s ayant bénéficié de l'apprentissage du coran ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables <p>Scolarisation des détenu(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage de détenu(e)s, bénéficiant d'un enseignement primaire ou secondaire ou universitaire ventilé par sexes, âge et groupes vulnérables • Taux de réussite scolaires des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables • Taux d'abandon scolaires des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes 		<p>royaume, dans 31 nouveaux EP.</p> <p>Sous-produit 2.2 : Les détenu(e)s ont accès à la formation professionnelle, artisanale et artistique habilitantes</p> <p>2.2.1 : Les espaces de formation professionnelle mis en place et renforcés</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser une visite d'échange en meilleures pratiques de renforcement de la formation professionnelle pour les détenus ; ▪ Equiper et mettre en fonction 16 centres de formation professionnelle dans 16 nouveaux EP ; ▪ Mettre à niveau les filières de formation professionnelles existantes ; <p>2.2.2 : Les ateliers de formation artisanale renforcés</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etablir un état des lieux sur la situation des centres de formation artisanale et artistique existants. ▪ Fournir les équipements et les matières premières nécessaires pour la formation et l'emploi à 120 unités de formation. ▪ Recruter et former les artisans formateurs ; <p>2.2.3 : Promotion et commercialisation des articles produits par les détenu(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser une mission d'échange en modalités de commercialisation et marketing des produits des détenus ; ▪ Organiser 40 expositions locales, régionales et centrales pour les créations des détenu(e)s dans le 	
--	--	---	--

<p>vulnérables</p> <p>Alphabétisation des détenu(e)s</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage de détenu(e)s bénéficiant du programme d’alphabétisation ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables (Le pourcentage est calculé selon le nombre total des détenu(e)s) ▪ Taux de réussite aux examens d’alphabétisation des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables ▪ Taux d’abandon des cours d’alphabétisation des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables ▪ Nombre de détenu(e)s ayant bénéficié d’un soutien psychologique et social ventilé par âge, sexe, et groupes vulnérables ▪ Nombre de détenu(e)s formés ou sensibilisés sur des thématiques de développement personnel 		<p>domaine de l’art et des productions artisanales.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place des mécanismes de vente des produits pour commercialiser les créations des détenu(e)s et récompenser leurs efforts. ▪ Organiser les concours de création et d’innovation en artisanat. ▪ Effectuer une étude de faisabilité pour la mise en place de partenariats avec le secteur privé pour la commercialisation des produits des détenus. ▪ Effectuer une étude de faisabilité pour la mise en place de partenariats avec les coopératives et entités de l’économie sociale et solidaire pour la commercialisation des produits des détenus <p>2.2.4 Préparation à l’accès à l’emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organiser une visite d’échange sur les meilleures pratiques en réinsertion à travers l’emploi pour les détenus • Organiser une conférence nationale sur la préparation à l’emploi à travers les microentreprises, les structures de l’économie sociale et solidaires et le partenariat avec le privé • Effectuer une étude de faisabilité pour la mise en place d’un programme de préparation à l’emploi pour les détenus. <p>Sous-produit 2.3 : l’accès des détenu(e)s aux activités</p>	
---	--	--	--

<p>(gestion de la colère, des conflits...) ventilé par âge, sexe, et groupes vulnérables</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre d'activités annuelles organisées par des associations dans les EP ▪ Nombre de détenu(e)s bénéficiant de permission de sortie, ventilé par âge, sexe, et groupes vulnérables ▪ % de détenu(e)s scolarisés bénéficiant de sessions d'échanges organisés avec leurs familles afin de leurs exposer leur parcours scolaire et les soutenir psychologiquement ventilé par âge, sexe, et groupes vulnérables ▪ % de détenu(e)s mères bénéficiant des visites privées avec leurs enfants ventilé par groupe vulnérable ▪ Nombre d'évènements artistiques organisés en dehors des Etablissements Pénitentiaires au profit 		<p>sociales, sportives et culturelles est renforcé</p> <p>2.3.1 : Amélioration des espaces sportifs et culturels</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Création et équipement de 20 espaces sportifs et 22 espaces culturels ▪ Formation de 40 cadres pénitenciers dans le domaine sportif <p>2.3.2 : Les programmes sportifs et culturels sont renforcés</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place des programmes sportifs et culturels renforcés dans 40 EP ▪ ▪ Organiser une visite d'échange sur les meilleures pratiques en animations culturelles et sportives au sein des EP pour une meilleure réinsertion ▪ Organiser un séminaire national sur le sport et la culture comme vecteurs de la réinsertion ; ▪ Renforcer les outils éducatifs et les bibliothèques culturelles au sein des EPs <p>2.3.3 : Les activités de prédication et religieuses en vue d'inculquer aux détenu(e)s les principes de l'Islam modéré, de la tolérance, du civisme et de la citoyenneté sont augmentées</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place des espaces pour la prière dans les EP qui ne disposent pas d'espaces de prière ▪ Renforcer avec le ministère de tutelle les programmes de prédication et d'activités religieuses dans les EP 		
---	--	---	--	--

<p>des détenu(e)s.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de détenu(e)s participant à des œuvres caritatives avec des associations de la société civile dans le cadre d'autorisations exceptionnelles de sorties ventilé par âge, sexe, et groupes vulnérables ▪ Pourcentage de détenu(e)s bénéficiant du programme de formation professionnelle ventilé par sexe, âge (Le pourcentage est calculé selon le nombre total des détenu(e)s) ▪ Taux de réussite aux examens de formation professionnelle des détenu(e)s ventilé par sexe, âge ▪ Taux d'abandon des cours de formation professionnelle des détenu(e)s ventilé par sexe, âge ▪ Nombre de détenu(e)s bénéficiant du programme de formation artisanal et 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les capacités des Mourichdates et Imams en partenariat avec la Rabita Mohammadia des Oulémas en dialogue positif et lutte contre la radicalisation, en développant des modules de formation et organisation de sessions de formation au centre de formation de Tiflet ▪ Organiser des tables rondes et de sensibilisation des détenu(e)s aux valeurs du civisme et de la citoyenneté en partenariat avec l'UNESCO et la Rabita Mohammadia des Oulémas ▪ Organiser une conférence internationale sur la promotion de la tolérance au sein des systèmes carcéraux <p>Sous-produit 2.4 : les compétences de la DGAPR pour prodiguer un suivi psychologique, social et de soins de santé aux détenu(e)s sont accrues</p> <p>2.4.1 : des services de soutien psychologique, social et de soins de santé dans les EP sont mis en place et opérationnels</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place une stratégie, des services et des programmes de soutien psychologique et social pour les détenu(e)s et prenant en compte les besoins spécifiques des catégories spéciales de détenu(e)s ▪ Mettre en place un programme de formation/information/sensibilisation des détenu(e)s dans les domaines de la gestion de la vie quotidienne/ la colère ▪ Mettre en place un programme de soutien 	
--	--	--	--

<p>artistique ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Taux de réussite aux examens de formation artisanale et artistique des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables ▪ Taux d'abandon des cours de formation artisanale et artistique des détenu(e)s ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables ▪ Nombre de détenu(e)s ayant commercialisé les articles qu'ils ont produits ventilé par sexe, âge et groupes vulnérables 		<p>psychologique et de gestion de stress au profit du personnel des EP</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place des unités mobiles de soins de santé, ▪ Organiser, en partenariat avec la société civile, des caravanes de santé, de vaccination et de sensibilisation. <p>2.4.2 : Un programme renforcé, de mise en relations des détenu(e)s et leur famille, est mis en place dans les EP</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Définir et mettre en œuvre le nouveau programme d'amélioration de la relation entre les détenu(e)s et leurs familles ▪ Mettre en place une stratégie de renforcement de la coordination avec les associations ▪ Mettre en fonction la maison d'accueil pour les mineurs actuellement en cours de finalisation à Casablanca ▪ Mettre en fonction l'unité de visite familiale ▪ Mettre en fonction 36 nouvelles unités d'hébergement familial <p>Projet parallèle PNUD avec financement Japon</p>		864 000
Produit 3 :	Cible :	Produit 3 : LA DGAPR dispose des outils et compétences pour	PNUD/DGA	560 000

<p>LA DGAPR dispose des outils et compétences pour mettre en œuvre la mission de la stratégie et à répondre à l'évolution de la population carcérale</p> <p>Situation de référence :</p> <p>indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 	<p>1 unité de production mise en place</p> <p>100 détenus formés (20% de femmes)</p> <p>Au moins un partenariat signé avec le secteur privé</p>	<p>mettre en œuvre la mission de la stratégie et à répondre à l'évolution de la population carcérale.</p> <p>Sous-produit 3.2 : Les procédures de gouvernance au sein de la DGAPR en termes de moralisation, de transparence et de lutte contre la corruption sont accrues</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser une visite d'échange sur les meilleures pratiques de lutte contre la corruption au sein des systèmes carcéraux ; ▪ Organiser une conférence internationale sur les règles de l'éthique au sein du système carcéral ; ▪ Elaborer, à la lumière de la conférence et de la visite d'échange, une stratégie de lutte contre la corruption et de la transparence au sein des EP et la mettre en œuvre ▪ Organiser des sessions de formation au profit des fonctionnaires de la DGAPR au centre de formation de Tiflet 	<p>PR</p>	
---	---	--	-----------	--

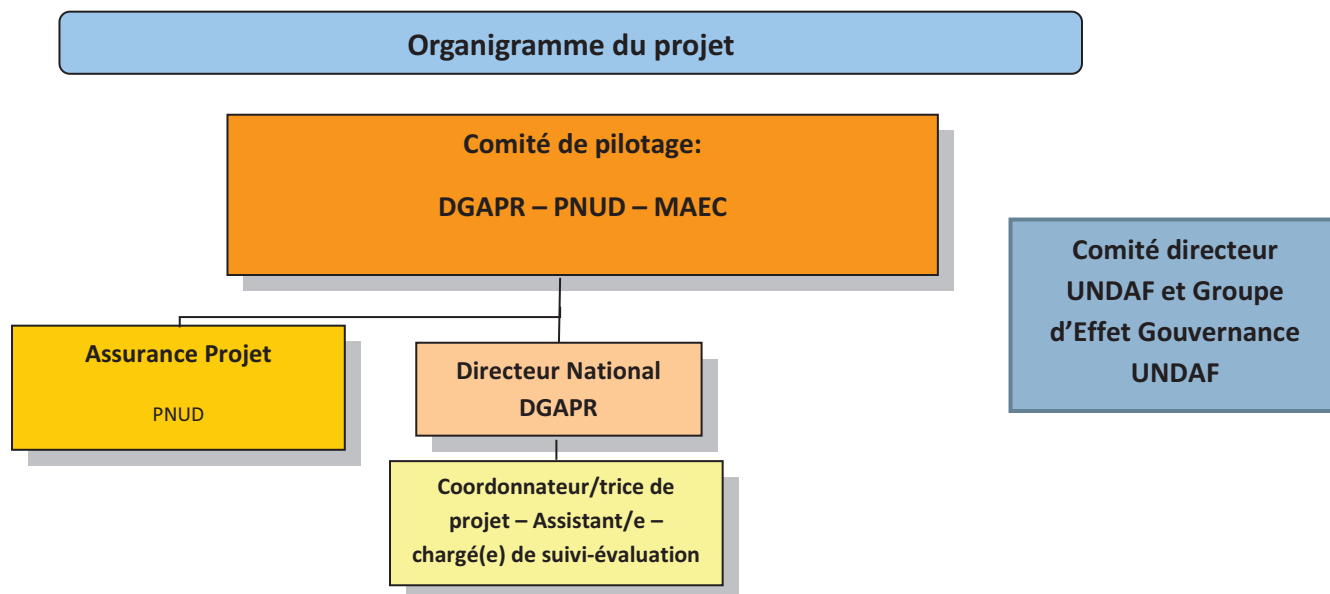
<p>Produit 4 : l'intégration de l'environnement et du genre dans la gestion de la DGAPR est renforcée</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ % de formation genre ▪ % de cahiers de charge sensibles à la durabilité environnementale ▪ % d'utilisation de panneaux solaires pour le chauffage de l'eau ▪ % d'utilisation de panneaux solaires pour l'électrification ▪ % d'EP construits en prenant en compte l'EE dans les plans architecturaux 		<p>Sous-produit 4.1 : La prise en compte de l'environnement est intégrée pour une prison verte</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser une visite d'échange pour s'inspirer des meilleures pratiques en assainissement solide et liquide, efficacité énergétique et durabilité environnementale dans les EPs. ▪ Développer la Charte du Bâti qui intègre la dimension durabilité environnementale, efficacité énergétique et accessibilité ▪ Développer les outils d'évaluation de l'impact environnemental des EPs ▪ Organiser un atelier international autour du concept de la prison verte <p>Sous-produit 4.2 : Les connaissances relatives aux problématiques de genre dans les EP et solutions à mettre en place sont renforcées et une stratégie est mise en place</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réaliser un audit genre de la DGAPR et des EP pour réaliser un état des lieux et identifier les défis ; ▪ Mettre en place une stratégie genre pour la DGAPR ▪ Renforcer les capacités des équipes en intégration de genre dans la programmation et la budgétisation. 	<p><i>PNUD/DGA PR</i></p>	<p>500 000</p>
--	--	---	---------------------------	----------------

<p>Produit 5 : mécanisme de redevabilité et de plaidoyer mis en place et opérationnel</p> <p>Situation de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas de communication ou de visibilité • Aucune réunion du conseil du projet organisé • Aucun rapport d'avancement du projet généré <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité du plan de communication • Réunions du conseil d'administration du projet organisé • Rapports d'avancement du projet générés 	<p>Cible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réunions du conseil de projets organisés - Rapport annuelle de l'avancement de l'activité généré et soumis 	<p>Sous-produit 5.1 :_Mise en œuvre du plan d'action de communication et de visibilité</p> <p>Élaboration d'un plan d'action de communication digitale</p> <p>Développement de l'identité visuelle du projet et du matériel de communication</p> <p>Organisation de sorties de presse</p> <p>Recrutement d'un chargé de communication et plaidoyer</p> <p>Sous-produit 5.2 : La gestion et le suivi du projet</p> <p>Recrutement de l'équipe de gestion de projet :</p> <p>1 coordonnateur/trice du projet,</p> <p>1 associé(e) finance/administration/achats,</p> <p>1 chargé de suivi-évaluation</p> <p>1 chauffeur/coursier</p> <p>Acquisition des équipements et bureautique</p> <p>Acquisition d'un véhicule</p> <p>Missions de suivi et de monitoring sur le terrain</p>	<p><i>PNUD/DGA PR</i></p>	<p>566 000</p>
		<p>Total</p>		<p>5 000 000</p>

4 MECANISMES DE GESTION

Cette section présente les responsabilités et les engagements en matière de coordination du projet et de gestion des partenaires et des organismes participants.

Le projet sera exécuté selon les procédures d'exécution nationale qui précisent les modalités de la collaboration entre La DGAPR et le PNUD (« National Implementation by the Government – NIM»). Le partenaire de mise en œuvre du projet est La DGAPR. La structure de gouvernance du projet est présentée dans le schéma de gouvernance ci-après.



Comité de pilotage (CNP) :

Le Comité de Pilotage du Projet a pour mission, essentiellement, de veiller au respect de l'orientation stratégique du projet. Le Comité de pilotage est composé de la DGAPR et du PNUD. La RMO et le CNDH y figureront comme membres observateurs en leur qualité de partenaires techniques. Il se réunira au moins 2 fois par an. Le Secrétariat des réunions du Comité de Pilotage sera assuré par l'équipe de gestion du projet. Dans l'intervalle, un Comité technique comprenant des représentants de la DGAPR et du du PNUD se réunira pour apprécier les questions urgentes.

Le pilotage du projet reposera sur les structures suivantes : un Comité de Pilotage (CP), un Directeur National (DN) et une Unité de Gestion du Projet (UGP) qui agira en tant qu'institution bénéficiaire. Le PNUD interviendra en qualité d'assurance qualité.

Le Directeur National (DN) : Contrepartie nationale du projet émanant de la DGAPR, son rôle portera essentiellement sur le suivi du respect des orientations de l'institution dans la mise en œuvre du projet. Le Directeur National assurera la supervision générale des activités du projet.

L'Equipe de Gestion du Projet : Mise en place par l'institution bénéficiaire, elle aura pour mission de planifier et d'exécuter de façon opérationnelle les activités dans le respect des règles et procédures. Elle

sera chargée de 1) entreprendre les activités décrites dans le plan de travail conformément au budget prévu à cet effet, 2) produire des rapports trimestriels au Comité directeur, 3) fournir des Comptes de Résultats et Bilans annuels . Ses tâches spécifiques sont notamment de :

- Administrer la réalisation des produits attendus du projet à travers la mise en œuvre des activités ;
- Planifier les activités du projet et suivre les progrès vers la réalisation des résultats conformément aux critères de qualité initialement prévus ;
- Préparer les outils et les moyens nécessaires à la conduite des activités notamment la préparation des termes de référence et les spécifications des acquisitions et travaux ;
- Gérer les requêtes relatives à la mise à disposition de fonds par le PNUD en l'occurrence par le biais des avances de fonds, les demandes de paiement direct ou les remboursements de reliquats d'avance en utilisant les outils standards élaborés à cette fin ;
- Suivre les ressources financières et la comptabilité du projet pour s'assurer de la réalité des rapports financiers ;
- Préparer les rapports d'avancement du projet à soumettre au Comité de pilotage;
- Préparer le rapport de la revue finale du projet en vue de son examen par le Comité de Pilotage ;
- Faire des propositions en vue d'assurer un suivi des acquis du projet ;
- Gérer le transfert des produits documents et dossiers du projet.
- Les bénéficiaires associeront de façon proactive les acteurs locaux et régionaux (institutions, Commune, Province, médias, écoles, associations ...) aux activités et réunions afin de créer une dynamique et favoriser la dissémination et la réplication des initiatives pertinentes.

Assurance qualité

La fonction d'assurance du programme est une responsabilité déléguée par le Comité de pilotage du programme car cette fonction d'Assurance du programme soutient le Comité de pilotage du programme en exécutant des fonctions objectives et indépendantes de contrôle et de suivi. Pendant le processus d'exécution d'un programme, cette fonction assure la gestion et la réalisation des étapes importantes appropriées.

Cette fonction sera confiée au PNUD, qui veillera au bon déroulement et à la qualité du programme et qui appuiera et conseillera le programme en mettant à sa disposition les réseaux d'expertise des Nations Unies et des autres bailleurs de fonds parties prenantes du programme.

Il est nécessaire de séparer les fonctions d'appui au programme et d'assurance du programme, afin de maintenir l'indépendance du contrôle qualité élaborée par l'assurance du programme.

Le PNUD établira et communiquera les rapports explicatif et financier conformément à ses politiques et procédures, ainsi qu'à ses directives opérationnelles, pour présentation au Comité de pilotage.

D'autre part le PNUD dans sa fonction d'assurance qualité du programme devra alimenter les outils de suivi requis par le système Atlas, notamment :

- Saisie des informations contenues dans le rapport trimestriel soumis par le Coordonnateur national dans Atlas à la fin de chaque trimestre.
- Mise à jour des journaux des risques et problèmes dans Atlas à la fin de chaque trimestre, sur la base des informations tirées du rapport trimestriel soumis par le Coordonnateur national.
- Sur la base des informations saisies dans Atlas, un rapport trimestriel issu d'Atlas sera soumis au CP.
- Le Plan de suivi devra être mis à jour régulièrement dans Atlas afin d'enregistrer les actions de suivi majeures.

VI – SUIVI ET EVALUATION

En accord avec les règles et procédures du Guide de l'utilisateur du PNUD et avec le plan de suivi-évaluation contenu en annexe du document de programme, les activités suivantes seront mises en œuvre pour assurer le suivi évaluation du programme.

Atelier de lancement du programme : Un atelier de lancement du programme sera organisé dans les 2 mois suivants la signature du document programme. A ce stade, les rôles des différents acteurs du programme doivent être assignés notamment le rôle du partenaire de mise en œuvre, le bureau-pays du PNUD au Maroc, ainsi que les autres intervenants. L'atelier de lancement du programme constitue une étape cruciale pour renforcer l'appropriation du programme par tous les partenaires et pour préparer le plan de travail annuel (AWP) de la première année.

L'atelier de lancement du programme doit traiter les points suivants :

- Permettre à tous les partenaires d'avoir une parfaite compréhension du programme et de se l'approprier. Discussion des rôles, fonctions et des responsabilités dans la prise de décision au sein du programme y compris la réalisation des rapports, la stratégie de communication et le mécanisme de résolution des conflits. Les termes de référence de l'équipe du programme peuvent être discutés de nouveau en cas de besoin.
- En se basant sur le cadre logique des résultats et des ressources, finaliser le plan de travail annuel (AWP) de la première année.
- Revoir et s'accorder sur les indicateurs, les cibles, les sources de vérification et s'assurer des tableaux présentant les hypothèses et les risques.
- Présenter une vue détaillée sur les rapports à élaborer et le système de suivi évaluation à suivre. Le budget du système de suivi évaluation doit être programmé et approuvé.
- Discuter les procédures d'élaboration des rapports financiers et les obligations dans ce sens.
- Programmation des réunions du comité de pilotage. La première réunion du comité de pilotage doit être programmée dans les 12 mois suivants la réunion du lancement.

Le rapport de la réunion du lancement est un document de référence, il doit être préparé et partagé avec tous les participants pour la formalisation des décisions et des engagements pris lors de la réunion. Il doit être considéré comme un livrable clé du programme.

Trimestriellement : Un rapport sur l'état d'avancement du programme est préparé par le Coordonnateur national selon le format des rapports trimestriels du PNUD. L'état d'avancement du programme doit être enregistré sur la plateforme de la gestion basée sur les résultats du PNUD. En se basant sur les informations enregistrées sur ATLAS, un rapport sur l'état d'avancement du programme peut être généré à partir du « executive Snapshot ». D'autres enregistrements sur ATLAS permettent de suivre les journaux des problèmes, des risques, les enseignements tirés, etc.

Fréquence du suivi évaluation : Un programme détaillé des réunions de revue du programme sera développé par l'équipe de gestion du programme, en concertation avec le partenaire de mise en œuvre et les autres partenaires. Cette programmation doit être annexée au rapport de lancement du programme. Une telle programmation doit englober (i) une proposition d'agenda pour les réunions du comité de pilotage (ou bien tout autre mécanisme de conseil/coordination mis en place) et (ii) les activités de suivi évaluation du programme.

Le suivi au jour le jour de la mise en œuvre du programme sera la responsabilité du Coordonnateur national du programme sur la base du plan de travail annuel (AWP) et de ses indicateurs. Le Coordonnateur du programme doit informer le PNUD de tous délais ou difficulté rencontrées dans la mise en œuvre du programme pour permettre au bureau du pays de prendre les mesures nécessaires dans le temps.

Un suivi périodique de la mise en œuvre du programme sera assuré par le bureau du PNUD au Maroc à travers des réunions trimestrielles avec les responsables d'exécution du programme ou bien plus fréquemment en cas de besoin. Ceci permettra aux différentes parties de faire le bilan des réalisations et de traiter tout problème rencontré par le programme au moment opportun afin de créer les conditions convenables à la meilleure exécution des activités du programme.

Evaluations indépendantes : Le programme fera l'objet d'une évaluation indépendante externe comme suit :

Evaluation finale : Une Evaluation finale indépendante aura lieu trois mois avant la réunion de révision tripartite finale et mettra l'accent sur les mêmes questions que lors de l'évaluation à mi-parcours. L'évaluation finale examinera également l'impact et la viabilité des résultats, y compris la contribution au développement des capacités et la réalisation des objectifs généraux. L'évaluation finale devra également fournir des recommandations pour des activités de suivi. Les termes de référence pour cette évaluation seront préparés par le PNUD.

Audit : le gouvernement fournira au Représentant Résident des déclarations financières périodiques et un audit annuel des déclarations financières liées au statut du fonds du PNUD selon les procédures établies définies dans les manuels de programmation et de finance. L'audit sera effectué par l'auditeur du gouvernement reconnu légalement, ou par un auditeur commercial engagé par le gouvernement. Conformément au PAC UNDAF 2012-2016, l'audit du Programme sera conduit par la Cour des Comptes et ce suivant la modalité HACT (Harmonized Approach for Cash Transfert – Harmonisation des procédures de transfert monétaire aux partenaires).

Clôture du programme : Durant les derniers trois mois de la vie du programme, l'équipe de gestion doit préparer un rapport de clôture. Le rapport final doit résumer les résultats atteints (objectives, résultats attendus, produits), les enseignements tirés, les problèmes ainsi que les aspects où le programme n'a pas pu atteindre les résultats escomptés. Il doit aussi relayer les recommandations issues de la mise en œuvre du programme afin de s'assurer de la durabilité des activités et des résultats du programme.

5 CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

Conformément aux politiques et procédures de programmation du PNUD, le projet sera suivi de la manière suivante :

Dans le cadre du cycle annuel :

- Une évaluation de la qualité enregistrera chaque trimestre les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats clés, basée sur les critères de qualité et les méthodes consignées dans le tableau de gestion de la qualité.
- Un journal des problèmes sera activé dans Atlas et mis à jour par le chef de projet afin de faciliter le suivi et la résolution de problèmes potentiels ou des demandes de modification.
- Un journal des risques fondé sur une analyse initiale des risques (annexe) sera activé dans Atlas et régulièrement mis à jour en fonction des facteurs de l'environnement externe qui pourraient affecter la réalisation du projet.
- Un rapport trimestriel d'avancement fondé sur les informations susmentionnées enregistrées dans Atlas sera soumis par le chef de projet au Comité de pilotage par le biais de l'assurance qualité. Ce rapport suivra le format des rapports trimestriels du PNUD.
- Un journal des enseignements sera activé et régulièrement mis à jour pour assurer l'apprentissage et l'adaptation continus au sein de l'organisation et faciliter la préparation du rapport sur les enseignements à la fin du projet.
- Un plan de suivi du calendrier sera activé dans Atlas et mis à jour afin de suivre les actions/événements clés en matière de gestion.

Annuellement :

- **Rapport d'examen annuel.** Un rapport d'examen annuel sera rédigé par le chef de projet et transmis au Comité de pilotage. Le rapport d'examen annuel devra au minimum contenir le format type du rapport trimestriel d'activité d'Atlas, couvrant toute l'année, ainsi que des informations à jour sur chacun des éléments mentionnés du rapport trimestriel ainsi qu'une synthèse des résultats obtenus par rapport aux cibles prédéfinies au niveau des produits.
- **Examen annuel du projet.** Sur la base du rapport ci-dessus, le projet fera l'objet d'un examen annuel durant le quatrième trimestre de l'année, afin d'analyser la performance du projet et valider le plan de travail annuel pour l'année suivante. Durant la dernière année, cet examen se fera sous forme d'évaluation finale. Cet examen est mené par le Comité de pilotage et peut impliquer d'autres parties prenantes si besoin. Il portera sur les progrès réalisés vers l'obtention des produits escomptés et veillera à ce que ces derniers restent cohérents avec les résultats appropriés.

6 CADRE JURIDIQUE

Ce document associé au Plan-Cadre signé par la DGAPR et le PNUD, constituent ensemble le document projet tel que visé par les accords du Standard Basic Assistance Agreement (SBAA) et toutes les dispositions du Plan-Cadre s'appliquent à ce document.

Conformément à l'article III du SBAA, la responsabilité de la sécurité du partenaire d'exécution et de son personnel ainsi que les biens propriété du PNUD mis à disposition du partenaire, repose avec le partenaire d'exécution.

Le partenaire d'exécution doit :

- mettre en place un plan de sécurité approprié et maintenir le plan de la sécurité, en tenant compte de la situation sécuritaire dans le pays où le projet est exécuté ;
- assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du partenaire d'exécution et la mise en œuvre complète du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier que le plan en question est bien mis en place, et de proposer des modifications si nécessaire. La non maintenance et la non mise en œuvre d'un plan de sécurité approprié comme exigé dans les accords est considéré comme une entrave aux accords.

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre tous les efforts raisonnables pour s'assurer qu'aucun des fonds du PNUD reçu conformément au Document de projet ne sont utilisés pour apporter un soutien à des personnes ou entités liées au terrorisme et que les bénéficiaires de tous les montants fournis par le PNUD en vertu des présentes ne figurent pas sur la liste établie par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste peut être consultée via <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm> Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats ou sous-accords conclus en vertu du présent Document de projet.

Ce projet fait partie d'un cadre programmatique général en vertu duquel plusieurs activités distinctes associées au niveau des pays seront mises en œuvre. Lorsque les services d'aide et de soutien sont prévus à partir de ce projet pour les activités connexes au niveau des pays, ce document est le «document de projet» de référence dans les SBAA's signés pour les pays spécifiques.

Ce projet sera mis en œuvre par la DGAPR en tant que partenaire d'exécution, conformément à ses règlements financiers, règles, pratiques et procédures, dans la mesure où ils ne contreviennent pas aux principes du règlement financier et les règles du PNUD. Lorsque la gouvernance financière du partenaire d'exécution ne fournit pas les indications nécessaires pour assurer le meilleur rapport qualité-prix, l'équité, l'intégrité, la transparence et concurrence internationale effective, la gouvernance financière du PNUD s'appliquent.

7 ANNEXES

1. **ANNEXE A** : ACCORD DE PARTICIPATION AUX COUTS DE TIERCES PARTIES ENTRE LA DGAPR ET LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT.
2. **ANNEXE B** : LETTRE D'ACCORD TYPE ENTRE LE PNUD ET LA DGAPR POUR LA FOURNITURE DE SERVICES D'APPUI.
3. **ANNEXE C** : JOURNAL DES RISQUES INITIAL
4. **ANNEXE D** : TERMES DE REFERENCE DE L'EQUIPE DE PROJET
5. **ANNEXE E** : CADRE DE SUIVI EVALUATION
6. **ANNEXE F** : FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU JAPON
7. **ANNEXE G** : SOCIAL AND ENVIRONMENTAL SCREENING TEMPLATE

ANNEXE A

ACCORD DE PARTICIPATION AUX COUTS DE TIERCES PARTIES ENTRE LA DGAPR ET LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

CONSIDERANT que le Programme des Nations Unies pour le Développement (ci-après le « PNUD ») et la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (ci-après « DGAPR ») ont accepté de coopérer pour mettre en place un projet au Maroc (ci-après « le projet »), comme décrit dans le document de projet « Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la DGAPR » et soumis à la DGAPR pour information.

CONSIDERANT que la DGAPR a dument informé le PNUD de sa volonté de contribuer financièrement (ci-après la « contribution ») au PNUD sur la base d'une participation aux coûts afin d'augmenter les ressources disponibles pour le projet ;

CONSIDERANT que le PNUD désignera un partenaire pour la réalisation du projet (ci-après le « partenaire de réalisation ») ;

Le PNUD et la DGAPR ont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. La DGAPR versera au PNUD, selon les dispositions du paragraphe 2 de cet Article, une somme de 20 Millions de Dirhams (MAD).
2. La DGAPR déposera sa contribution, conformément à l'échéancier ci-dessous, sur Citibank, UNDP-REPRESENTATIVE (DIRHAM) A/C¹.

Code banque	Code ville	Numéro du compte	Clé RIB
028	810	0000000610100007	68

Date d'échéance

Montant (devise indiquée)

- | | | |
|-----|---------------------------------|---------------------------|
| (a) | 2 ^{ème} trimestre 2016 | 6 Million de Dirham (MAD) |
| (b) | 1 ^{er} trimestre 2017 | 7 Million de Dirham (MAD) |

¹ La devise du compte bancaire doit être la même que celle de la contribution.

(c) 1^{er} trimestre 2018

7 Million de Dirham (MAD)

3. La DGAPR informera le PNUD du versement de la contribution par un message électronique contenant les renseignements relatifs au paiement par un email adresse à : contributions@undp.org, en fournissant les données suivantes : DGAPR, bureau de pays du PNUD, « Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la DGAPR », référence de la DGAPR (le cas échéant). Cette information figurera également dans l'avis de versement à la banque lorsque les fonds seront versés au PNUD.
4. La valeur du paiement, si celui-ci est effectué dans une autre devise que le dollar des Etats-Unis, est déterminée en appliquant le taux de change opérationnel des Nations Unies en vigueur à la date du paiement. En cas de modification du taux de change opérationnel des Nations Unies avant l'utilisation entière par le PNUD du paiement, la valeur du solde des fonds toujours en sa possession à ce moment-là est ajustée en conséquence. Si dans un tel cas, une perte de la valeur du solde des fonds est enregistrée, le PNUD en informe la DGAPR en vue de déterminer si un financement supplémentaire peut être fourni par celui-ci. Si ce financement supplémentaire n'est pas disponible, l'assistance devant être fournie dans le cadre du [programme/projet] peut être réduite, suspendue ou abandonnée par le PNUD.
5. L'échéancier des paiements ci-dessus² tient compte du fait que les paiements doivent être effectués avant l'exécution ou la mise en œuvre des activités envisagées. Il peut être modifié pour s'adapter à l'avancement de l'exécution du projet.
6. Tous les comptes et états financiers doivent être libellés en dollars des Etats-Unis.
7. Le PNUD peut accepter des contributions libellées dans une devise autre que les dollars des Etats-Unis, si la devise en question est totalement convertible ou directement utilisable par le PNUD et sujette aux dispositions du paragraphe 6. Tout changement dans la devise de paiement ne peut être fait qu'avec l'accord du PNUD.
8. Tout revenu d'intérêt attribuable à la contribution est porté au crédit du PNUD et est utilisé conformément aux procédures standards du PNUD.

Article II

1. Conformément aux décisions, politiques et procédures du Conseil d'Administration du PNUD reflétées dans sa Politique de recouvrement au titre des mécanismes de financement autres que les ressources de base, les coûts indirects encourus par les entités du siège et des bureaux de pays du PNUD pour la fourniture des services généraux d'appui administratif seront imputés à la

² Il est recommandé aux bureaux de pays de négocier le nombre de versements afin de garantir que chacun de ceux-ci couvre les décaissements anticipés pour une période de six mois au moins. Cela permettra aux bureaux de pays d'assurer le traitement et le suivi des contributions avec plus d'efficacité.

contribution. Pour couvrir ces coûts d'appui administratif, il sera imputé à la contribution une redevance de 4%. En outre, sous réserve qu'ils soient associés sans ambiguïté à ce projet spécifique, tous les coûts directs de mise en œuvre, y compris ceux encourus par le partenaire de réalisation, seront inscrits au budget du projet et imputables à un poste budgétaire défini et seront en conséquence supportés par le projet.

2. Le total des montants inscrits au budget du projet, additionné des coûts estimés des services d'appui y afférents, ne doit pas dépasser le total des ressources mises à disposition au titre du présent accord et des fonds provenant d'autres sources de financement qui peuvent être mis à la disposition du projet pour les coûts du projet et pour les coûts d'appui.

Article III

1. La contribution est administrée par le PNUD conformément à ses règles, règlements, politiques et procédures, en application de ses procédures régulières pour la mise en œuvre de projets.
2. La gestion et les dépenses du projet sont régies par les règles, règlements, politiques et procédures du PNUD et, selon qu'ils sont applicables, les règles, règlements politiques et procédures du partenaire de réalisation.

Article IV

1. L'exercice des responsabilités du PNUD et du partenaire de réalisation en vertu du présent accord et du descriptif de projet dépend de la réception par le PNUD de la contribution, conformément à l'échéancier des paiements figurant à l'Article premier, paragraphe 2, ci-dessus. Le PNUD n'entamera la réalisation des activités qu'une fois reçue la contribution ou la première tranche de celle-ci, selon le cas.
2. Si des augmentations imprévues des dépenses ou engagements sont attendues ou réalisées (qu'elles soient dues à des facteurs inflationnistes, à la fluctuation des taux de change ou à des impondérables), le PNUD soumet à la DGAPR en temps opportun une estimation du financement complémentaire qui sera nécessaire. La DGAPR fait tout son possible pour obtenir les fonds supplémentaires requis.
3. Si les paiements visés à l'Article premier, paragraphe 2, ci-dessus ne sont pas reçus conformément à l'échéancier des paiements ou si le financement supplémentaire requis conformément au paragraphe 2 ci-dessus ne peut pas être obtenu de la DGAPR ou d'autres sources, l'assistance devant être fournie dans le cadre du projet peut être réduite, suspendue ou terminée par le PNUD.

Article V

La propriété de l'équipement, des fournitures et des autres biens financés à partir de la contribution est assignée au PNUD. Les questions relatives au transfert de la propriété par le PNUD sont déterminées conformément aux politiques et procédures pertinentes du PNUD.

Article VI

La contribution est soumise exclusivement aux procédures de vérification interne et externe prévues par les règles, règlements financiers, procédures et politiques du PNUD.

Article VII

Le PNUD doit fournir à la DGAPR, sur sa demande, tous les rapports financiers ou autres, préparés conformément aux procédures du PNUD en matière de comptabilité et de rapports.

Article VIII

1. Le PNUD informe la DGAPR de l'achèvement de toutes les activités ayant trait au projet conformément au descriptif du projet.
2. Nonobstant l'achèvement du projet, le PNUD conserve le solde inutilisé de la contribution jusqu'à ce que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées aux fins de la réalisation du projet aient été honorés et jusqu'à ce qu'il ait été mis fin méthodiquement aux activités du projet.
3. Si le solde inutilisé des paiements s'avère insuffisant pour satisfaire à tous les engagements et obligations susmentionnés, le PNUD en informe la DGAPR et le consulte sur la façon d'y satisfaire.
4. Dans le cas où le projet est achevé conformément au document du projet, tout solde inférieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis) et qui n'a pas été déboursé est automatiquement retenu par le PNUD une fois que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées ont été honorés. Tout solde supérieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis), après qu'il ait été satisfait aux engagements et obligations susmentionnés, est liquidé par le PNUD en consultation avec la DGAPR.

Article IX

1. Après consultations entre les deux parties de cet accord, et sous réserve que les paiements déjà reçus additionnés aux autres fonds mis à la disposition du projet soient suffisants pour faire face à tous les engagements pris et à toutes les obligations contractées aux fins de l'exécution du projet, le présent accord peut être résilié par le PNUD ou la DGAPR. L'accord cesse de produire

effet trente (30) jours après que l'une des parties a notifié par écrit à l'autre partie sa décision de le résilier.

2. Si le solde inutilisé des paiements, additionnés aux autres fonds mis à la disposition du [programme/projet] s'avère insuffisant pour satisfaire à tous les engagements et obligations susmentionnés, le PNUD en informe la DGAPR et la consulte sur la façon d'y satisfaire.
3. Nonobstant la résiliation du présent accord en tout ou partie, le PNUD conserve les paiements inutilisés jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux engagements pris et aux obligations contractées durant l'exécution, en tout ou partie, du projet pour lequel cet accord est résilié, et jusqu'à ce qu'il ait été mis fin méthodiquement aux activités du projet.
4. Dans le cas où l'accord est résilié avant l'achèvement du projet, tout solde inférieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis) et qui n'a pas été déboursé est automatiquement retenu par le PNUD une fois que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées ont été honorés. Tout solde supérieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis), après qu'il ait été satisfait aux engagements et obligations susmentionnés, est liquidé par le PNUD en consultation avec la DGAPR.

Article X

Toute notification ou correspondance entre le PNUD et la DGAPR sera adressée comme suit :

(a) DGAPR : Monsieur Mohamed Saleh Tamek

Adresse : Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion, Avenue Al Araar, Hay Riad, Rabat.

(b) Après réception des fonds, le PNUD adressera un courrier électronique à la DGAPR à l'adresse email fournie ci-dessous pour confirmer que les fonds déposés ont été reçus par le PNUD.

Adresse email de la DGAPR : y.jabrane@dgapr.gov.ma

A l'attention de : Monsieur Younes Jabrane

(c) Au PNUD : Monsieur Philippe Poinot, philippe.poinot@one.un.org

Adresse : Programme des Nations Unies pour le Développement, 13, Av. Balafrej, Casier ONU. Rabat – Maroc

Article XI

Le présent accord entre en vigueur lorsqu'il a été signé par les parties concernées, à la date de la dernière signature.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dument autorisés, ont souscrit le présent accord en langue française, en deux exemplaires.

Pour la DGAPR,

Pour le Programme des Nations Unies pour
le Développement,

(Signature)

Nom : **M. Mohamed Saleh Tamek**

Titre : Délégué Général

Date : 11 mars 2016

Lieu : Rabat

(Signature)

Nom : **M. Philippe Poinot**

Titre : Représentant résidant du PNUD

Date : 11 mars 2016

Lieu : Rabat

ANNEXE B

LETTRE D'ACCORD TYPE ENTRE LE PNUD ET LA DGAPR POUR LA FOURNITURE DE SERVICES D'APPUI

COMMENT UTILISER LA PRÉSENTE LETTRE D'ACCORD

- Le présent accord a pour but de conférer une protection juridique appropriée lorsque le bureau de pays du PNUD fournit des services d'appui dans le cadre d'une gestion nationale.
- Le présent accord doit être signé par une autorité gouvernementale ou un représentant officiel habilité à conférer une protection juridique intégrale au PNUD (Il s'agit généralement du ministre des affaires étrangères, du Premier ministre et/ou du chef de l'État). Le bureau de pays du PNUD doit vérifier que le signataire de l'Accord au nom de la DGAPR est dûment habilité à conférer privilèges et immunités.
- Copie de la lettre d'accord type signée est jointe à chaque descriptif de projet nécessitant ces services d'appui. Parallèlement, le bureau de pays du PNUD complète le tableau présenté dans l'appendice à la lettre type pour présenter la nature et la portée des services à fournir et les responsabilités des parties intéressées.
- Le bureau de pays du PNUD établit la lettre d'accord et consulte le bureau régional si l'une ou l'autre des parties souhaite modifier le texte.
- Après la signature de l'accord par l'autorité habilitée à conférer des privilèges et immunités au PNUD, la DGAPR conserve un original de la lettre et le bureau de pays du PNUD l'autre. Copie de l'accord doit être communiquée au siège du PNUD (BOM/LSO) et au bureau régional.

TERMINOLOGIE

1. Le présent Accord emploie la terminologie harmonisée conforme à la version révisée des Règlement financier et règles de gestion financière du PNUD ([Financial regulations and rules \(FRR\)](#)) qui introduisent des termes nouveaux ou redéfinis comme suit :
 - a. Le terme « exécution » se rapporte à l'appropriation et à la responsabilité générale des résultats des programmes du PNUD au niveau du pays, qui sont exercées par le gouvernement, via l'organe gouvernemental de coordination, qui approuve et signe le plan d'action pour la mise en œuvre des programmes de pays (CPAP) avec le PNUD. Toutes les activités relevant du CPAP sont donc exécutées à l'échelon national.
 - b. Le terme « réalisation » se rapporte à la gestion et la production d'activités de programme visant à obtenir des résultats spécifiques, et plus particulièrement la mobilisation des contributions du PNUD et leur utilisation pour la production de résultats qui contribueront aux réalisations sur le plan du développement, tels que définis dans les plans de travail annuels (AWP).
2. Il importe de noter qu'au niveau de la gestion des projets, les termes « exécution » en dehors des modalités opérationnelles harmonisées (c'est-à-dire pour les projets mondiaux et régionaux) et

« réalisation » dans le cadre des modalités opérationnelles harmonisées, ont la même signification, à savoir la gestion et la fourniture d'activités de projet visant à produire des résultats spécifiques, avec une utilisation efficiente des ressources. Le présent Accord emploie donc le terme « réalisation » conformément aux « modalités opérationnelles harmonisées » afin de couvrir également le terme « exécution » au niveau des projets sortant des modalités opérationnelles harmonisées. Plus précisément, toutes les références à une « Entité d'exécution » ont été remplacées par « Partenaire de réalisation »

3. Lorsque la présente lettre d'accord est utilisée hors des modalités opérationnelles harmonisées ou des pays CPAP, il convient de procéder aux changements suivants :
 - a. Exécution au lieu de réalisation
 - b. Entité d'exécution au lieu de Partenaire de réalisation

Monsieur le Délégué Général à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion

1. J'ai l'honneur de me référer aux consultations qui ont eu lieu entre les représentants de la DGAPR du Maroc (ci-après dénommé « DGAPR ») et les représentants du PNUD concernant la fourniture, par le bureau de pays du PNUD, de services d'appui à des programmes ou projets gérés au niveau national. Le PNUD et la DGAPR conviennent par la présente que le bureau de pays du PNUD peut fournir ces services, à la demande de la DGAPR, par l'intermédiaire de son institution désignée dans le descriptif de projet correspondant, suivant la procédure décrite ci-dessous.
2. Le bureau de pays du PNUD fournit des services d'appui, notamment une assistance pour l'établissement de rapports et le paiement direct. Ce faisant, il doit veiller à renforcer la capacité de la DGAPR (le Partenaire de réalisation), afin que ce dernier puisse mener ces activités directement. Les frais engagés par le bureau de pays du PNUD dans la prestation desdits services d'appui sont imputés sur son budget d'administration.
3. En outre, le bureau de pays du PNUD peut fournir, à la demande du Partenaire de réalisation, les services d'appui ci-après pour la réalisation des activités du projet :
 - (a) Identification et/ou recrutement du personnel à affecter au projet ;
 - (b) Définition et facilitation des activités de formation ;
 - (c) Achat de biens et de services.
4. Le bureau de pays du PNUD achète des biens et services et recrute le personnel à affecter au projet conformément aux règlements, règles, politiques et procédures du PNUD. Les services d'appui décrits au paragraphe 3 ci-dessus doivent être détaillés dans une annexe au descriptif de projet, sous la forme présentée dans l'Annexe. En cas de changement des conditions applicables aux services d'appui fournis par le bureau de pays pendant la durée d'un projet, l'annexe au descriptif de projet est révisée par accord mutuel entre le représentant résident du PNUD et le Partenaire de réalisation.
5. Les dispositions pertinentes le *Standard Basic Assistance Agreement (SBAA) signé le 13 mai 1982 relatif à l'assistance conclu entre le PNUD et la DGAPR* ou les dispositions supplémentaires qui font partie intégrante du descriptif de projet, y compris celles concernant la responsabilité juridique et les privilèges et immunités, sont applicables à la fourniture de ces services d'appui. La DGAPR conserve, par le biais de son Partenaire de réalisation, la responsabilité globale du projet géré au niveau national. La responsabilité du bureau de pays du PNUD se limite à la fournir les services d'appui détaillés dans l'annexe au descriptif de projet.
6. En cas de réclamation ou de litige concernant la fourniture des services d'appui par le bureau de pays du PNUD conformément à la présente lettre, ou en découlant, les dispositions pertinentes de l'Accord de base type relatif à l'assistance s'appliquent.

7. Les modalités de recouvrement des coûts par le bureau de pays du PNUD en rapport avec la fourniture des services d'appui décrits au paragraphe 3 ci-dessus doivent être spécifiées dans l'annexe au descriptif de projet.
8. Le bureau de pays du PNUD présente des rapports d'activité sur les services d'appui fournis et rend compte des frais remboursés, autant que de besoin.
9. Les présents arrangements ne peuvent être modifiés que d'un commun accord par écrit entre les parties.
10. Si vous approuvez les dispositions qui précèdent, je vous saurais gré de bien vouloir signer et retourner à notre bureau deux exemplaires de la présente lettre. Lorsque vous aurez signé celle-ci, elle constituera un accord entre votre Gouvernement et le PNUD quant aux conditions régissant la fourniture, par le bureau de pays du PNUD, de services d'appui à des programmes et projets gérés au niveau national.

Veuillez agréer, Monsieur le Délégué, l'assurance de ma haute considération.

M. Phillipe Poinot
Représentant résident du PNUD

ANNEXE 1

DESCRIPTION DES SERVICES D'APPUI FOURNIS PAR LE BUREAU DE PAYS DU PNUD

1. Il est fait référence aux consultations entre [*insérer le nom du Partenaire de réalisation*], l'institution désignée par le Gouvernement de [*nom du pays de programme*] et les représentants du PNUD concernant la fourniture de services d'appui, par le bureau de pays du PNUD, au projet [*insérer le numéro et l'intitulé du projet*] géré au niveau national.

2. Conformément aux dispositions de la lettre d'accord signée le [*insérer la date de l'accord*] et du [*descriptif de projet*], le bureau de pays du PNUD fournira des services d'appui pour le [*projet*] tel que décrit ci-dessous.

3. Services d'appui à fournir :

Services d'appui (insérer la description)	Échéancier de fourniture des services d'appui	Dépenses engagées par le PNUD pour la fourniture de ces services d'appui (le cas échéant)	Montant remboursé au PNUD et mode de remboursement (le cas échéant)
1.			
2.			
3.			

4. Description des fonctions et responsabilités des parties concernées :

ANNEXE C. Analyse des Risques

Risque	Impact *	Probabilité	Atténuation des Risques :
La complexité du projet dépasse les capacités de la DGAPR	Moyen	Faible	-Développement des capacités des partenaires 1) - Effectuer une évaluation des capacités (micro évaluation) au début du projet et identifier les besoins en développement des capacités nécessaires 2) - Faciliter l'échange de connaissances et d'expériences avec les partenaires du PNUD 3) - Réviser/modifier l'approche du projet si nécessaire, durant la mise en œuvre (approche itérative)
La participation des femmes dans le projet est limitée	Faible	Moyenne	-Veiller à l'inclusion des femmes dans le cycle du projet
Attentes trop élevés des détenus et du personnel des prisons	Faible	Moyenne	-Mettre en place un plan de communication stratégique global adapté à la portée du projet.

ANNEXE D : Termes de référence de l'équipe de projet



AVIS DE VACANCE DE POSTE

COORDONNATEUR(TRICE) NATIONAL(E)

Projet «Appui pour la mise en œuvre de la stratégie de la Délégation Générale à L'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion»

I. Information sur le Poste

Titre: Coordonnateur(ice) national(e)
Type de Contrat : Contrat d'emploi
Lieu d'affectation: Rabat
Durée du Contrat: à temps plein pour la durée d'exécution du projet
Contrat initial : 6 mois
Rémunération : SB/4
Supervision : Partenaire de mise en œuvre national/PNUD

-
-
-

II. Contexte général

Le projet, fruit d'un partenariat PNUD, Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR) et Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), vise à appuyer la mise en œuvre de la stratégie 2016-2018 de la DGAPR dans le cadre de la réforme du système carcéral. Le projet s'aligne en particulier sur les axes stratégiques relatifs à l'humanisation des conditions de détention, la préparation à une meilleure réinsertion sociale et la modernisation de l'administration pénitentiaire, et ce en intégrant les principes de droits humains, la dimension genre, le souci de la durabilité environnementale, et dans une approche de gestion axée sur les résultats.

Les résultats escomptés sont :

Produit 1 : Le traitement humain, conforme aux dispositions législatives et réglementaires et aux normes internationales des droits de l'homme, des détenu(e)s en général et des groupes vulnérables en particulier, est accru.

Produit 2 : L'accès des détenu(e)s à l'enseignement et à l'alphabétisation est renforcé

Produit 3 : Les détenu(e)s ont accès à la formation professionnelle, artisanale et

artistique habilitantes

Produit 4 : l'accès des détenu(e)s aux activités sociales, culturelles, et religieuses est renforcé

Produit 5 : les compétences de la DGAPR pour prodiguer un suivi psychologique et social aux détenu(e)s sont accrues

Produit 6 : Les ressources humaines de la DGPAR sont renforcées en terme de nombre, de compétence, de conditions de travail, de motivation et de gestion de façon à pouvoir mettre en œuvre la mission de la DGARP et à répondre à l'évolution de la population carcérale.

Produit 7 : Les procédures de gouvernance au sein de la DGAPR en termes de moralisation, de suivi et de contrôle interne, de déconcentration des attributions opérationnelles aux délégations régionales, de coordination et de communication sont accrues

Produit 8 : le système informatique de la DGAPR est renforcé et son efficacité et sa sécurité sont améliorées

Produit 9 : l'intégration de la prise en compte de l'environnement, du genre et de la vulnérabilité dans la gestion de la DGAPR est renforcée

• III. Description des Responsabilités

Sous la supervision directe du Directeur de Programme au sein de la Délégation Générale à l'Administration et à la Réinsertion (DGAPR), et le suivi qualité du Conseiller du programme du PNUD, Il/elle assurera la mission à plein temps de coordonnateur(ice) national(e) du programme. Il/elle aura pour mission :

- **Gestion au quotidien du projet.**

Selon une démarche de Gestion Axée sur les Résultats, le coordonnateur(ice) national(e) du projet a pour responsabilité d'œuvrer pour que le projet puisse atteindre les résultats attendus (Produits), dans les délais impartis, avec les standards de qualité requis et dans le cadre du budget alloué conformément au document de projet et le plan de travail annuel.

- **Coordination et mobilisation des partenaires au niveau national, régional, local et international:**

Le coordonnateur(ice) national(e) est responsable de la coordination et la promotion du projet auprès de tous les partenaires. Il/elle devra œuvrer au renforcement de la collaboration avec tous les partenaires par la sensibilisation et le plaidoyer tout en créant un climat de confiance, d'engagement et de coopération. Il/elle veillera à la concrétisation des différentes conventions établies avec les partenaires et au transfert de compétences aux partenaires nationaux. Il/elle diffusera aux partenaires tous les résultats, recommandations et produits de capitalisation réalisés dans le cadre du projet.

- **Coordination avec les autres programmes traitant la même thématique:**

Le coordonnateur(ice) national(e) veillera à la bonne coordination du projet avec les

initiatives similaires ou complémentaires.

- **Suivi de la gestion administrative et financière:**

Le coordonnateur(ice) national(e) supervise la mise en place et le suivi d'un système efficace de gestion des différents documents de travail, de conventions et rapports financiers en conformité avec les procédures de l'exécution directe du PNUD. Il/elle est responsable des registres de dépenses et de la comptabilité locale. Il/elle est aussi responsable, à son niveau et dans le cadre de son autorité, de l'application des recommandations de l'audit.

- **Gestion des ressources humaines mise à la disposition du projet :**

Le coordonnateur(ice) national(e) du projet aura à jouer le rôle du leadership et à veiller à la motivation du staff du projet. Il/elle doit s'assurer de la clarté des responsabilités de toutes les ressources humaines engagées et de l'établissement d'un plan de renforcement de leurs capacités en fonction des besoins identifiés. Il/elle sera responsable du suivi des résultats des équipes sur la base d'un système clair et transparent d'évaluation des ressources humaines. Il/elle revient aussi au coordonnateur national du projet de mettre en place un système de communication interne afin de s'assurer de la bonne circulation de l'information entre tous les niveaux d'intervention du projet.

- **Assurer la planification annuelle du projet :**

Le coordonnateur(ice) est chargé de préparer, en parfaite concertation avec les partenaires et le Directeur National du programme, le plan de travail annuel dans le format requis et comprenant les cibles annuelles du projet en vue de son approbation par le comité de pilotage national.

- **Réalisation de rapports sur l'état d'avancement du projet :**

Le coordonnateur(ice) national(e) aura pour tâche la réalisation des rapports trimestriels et annuels, les rapports des missions et les PV des réunions importantes selon le format adoptés par les projets PNUD ainsi que l'élaboration et la mise à jour continue des journaux des problèmes, des risques et des enseignements tirés.

- **Capitalisation des enseignements et gestion des connaissances ::**

Dès le lancement du projet le coordonnateur(ice) national(e) arrêtera une approche et des outils pour la capitalisation des résultats du projet et la mise en place d'une plateforme de gestion des connaissances. Il/elle donnera toute la priorité à l'alimentation de ces plateformes par l'information nécessaire et la dissémination de l'information et s'assurera de la pertinence de la démarche adoptée.

- **Suivi et validation des livrables dans le cadre du projet :**

La mise en œuvre du projet nécessite la réalisation de consultations par des organismes externes à travers des contrats à courts termes ; le coordonnateur(ice) national(e) en concertation avec le Directeur National doit jouer un rôle de premier ordre dans l'identification des besoins, dans la concertation avec les partenaires concernés par ces consultations, dans l'élaboration des termes de références, dans le recrutement des consultants, dans la facilitation de la mission des consultants et dans la validation du travail rendu.

- **Respect de l'égalité du genre :**

Le coordonnateur(ice) national(e) veillera au respect de l'égalité de genre au sein du l'UGP ainsi qu'au niveau de la mise en œuvre des activités afin que les résultats du projet puissent profiter de façon juste et équitable aux femmes et aux hommes.

- **Communication :**

Le coordonnateur(ice) national(e) supervisera les activités de communication et visibilité du programme.

- **IV. Compétences**

- Faire preuve d'éthique et d'intégrité
- Une bonne connaissance institutionnelle et un jugement fiable
- Capacités prouvées de leadership et de facilitation du travail en équipe
- Facilite et encourage une communication ouverte et effective au sein de l'équipe
- Crée des synergies et promeut l'esprit d'initiative et d'autocontrôle
- Gère les conflits
- Encourage l'apprentissage, le transfert des compétences, le partage de l'information et la gestion des connaissances
- La prise de décision est faite de manière transparente et participative

- **V. Qualifications³**

- Etre de nationalité marocaine;
- Diplôme d'études universitaires supérieures en relations internationales, sciences politiques, sciences sociales ou en gestion ;
- Une expérience professionnelle de 8 ans au moins dans la gestion des projets de développement;
- Une expérience confirmée de 5 ans au moins en gestion de projets de développement relatifs à la gouvernance démocratique et au renforcement des capacités des institutions politiques ;
- Une bonne connaissance opérationnelle des acteurs;
- Une solide expérience en matière d'animation, de concertation et du montage de partenariats entre des acteurs sociaux, professionnels et institutionnels diversifiés;
- Avoir une pratique du travail en équipe, un bon sens de l'organisation et de la gestion ; un sens d'analyse, de persuasion et de mobilisation;
- Il/elle ou elle aura déjà participé à la mise en œuvre de projets de coopération internationale. Une expérience dans des projets d'organismes des Nations unies serait un avantage;
- Le/la candidat (e) devra faire preuve d'autonomie, de maturité personnelle et

³ Les règles du PNUD visent à ne pas affaiblir un Gouvernement en recourant aux services de fonctionnaires de l'Etat, des autorités locales ou des services décentralisés et ce, quelle que soit la nature du lien avec ces fonctionnaires (incluant ou non une rémunération), ou en les recrutant et ce, quelle qu'en soit la modalité

professionnelle et d'aptitude d'écoute et de communication, de capacité de négociation et d'arbitrage;

- Bonnes connaissances dans le domaine informatique.
- Il/elle ou elle doit être bilingue et maîtriser les langues arabe et française, et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Recrutement d'un/e assistant/e administratif/ve et financier/re

Termes de référence

Durée d'une année

Le projet d'appui pour la mise en œuvre de la stratégie de la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion lance un appel à candidature pour le recrutement d'un/e assistant/e administratif/ve et financier/re.

Lieu d'affectation : Rabat.

Durée du projet : 1 année

Description du Programme :

Le projet, fruit d'un partenariat PNUD, Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR) et Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), vise à appuyer la mise en œuvre de la stratégie 2016-2018 de la DGAPR dans le cadre de la réforme du système carcéral. Le projet s'aligne en particulier sur les axes stratégiques relatifs à l'humanisation des conditions de détention, la préparation à une meilleure réinsertion sociale et la modernisation de l'administration pénitentiaire, et ce en intégrant les principes de droits humains, la dimension genre, le souci de la durabilité environnementale, et dans une approche de gestion axée sur les résultats.

Les résultats escomptés sont :

- Produit 1 : Le traitement humain, conforme aux dispositions législatives et réglementaires et aux normes internationales des droits de l'homme, des détenu(e)s en général et des groupes vulnérables en particulier, est accru.
- Produit 2 : L'accès des détenu(e)s à l'enseignement et à l'alphabétisation est renforcé
- Produit 3 : Les détenu(e)s ont accès à la formation professionnelle, artisanale et artistique habilitantes
- Produit 4 : l'accès des détenu(e)s aux activités sociales, culturelles, et religieuses est renforcé
- Produit 5 : les compétences de la DGAPR pour prodiguer un suivi psychologique et social aux détenu(e)s sont accrues
- Produit 6 : Les ressources humaines de la DGPAR sont renforcées en terme de nombre, de compétence, de conditions de travail, de motivation et de gestion de façon à pouvoir mettre en œuvre la mission de la DGARP et à répondre à l'évolution de la population carcérale.

- Produit 7 : Les procédures de gouvernance au sein de la DGAPR en termes de moralisation, de suivi et de contrôle interne, de déconcentration des attributions opérationnelles aux délégations régionales, de coordination et de communication sont accrues
- Produit 8 : le système informatique de la DGAPR est renforcé et son efficacité et sa sécurité sont améliorées
- Produit 9 : l'intégration de la prise en compte de l'environnement, du genre et de la vulnérabilité dans la gestion de la DGAPR est renforcée

Description des tâches :

Sous la supervision directe du Coordinateur National, le/la assistant/e administratif/ve et financier/re :

- Gestion administrative et financière du projet
- Préparation des documents comptables, paiements, avances et rapports financiers
- Gestion et classement de la documentation du projet
- Participation au suivi de la programmation, de la budgétisation, du calendrier d'exécution et de l'identification des blocages
- Tenue à jour le répertoire des parties prenantes du programme; Autorités Gouvernementales, Départements Ministériels, Société Civile, Secteur Privé, et les services en relation avec le programme
- Gestion du calendrier des réunions et des événements dans le cadre de l'exécution du programme
- Organisation et participation aux réunions de suivi du programme et rédaction de compte-rendu
- Préparation, lancement et suivi des marchés et préparation des contrats et conventions
- Préparation et gestion du courrier et correspondances du programme
- Appui administratif et logistique pour l'organisation des ateliers et séminaires
- Préparation et facilitation des missions sur le terrain
- Suivi sur une base mensuelle du rapprochement des dépenses et suivi budgétaire du programme ainsi qu'un classement adéquat et conforme des pièces comptables du programme
- Appui au Directeur National du projet pour :
 - Préparation, envoi et réception des correspondances relatives aux activités du programme;
 - Mise en place d'un système de classement des dossiers et documents du programme ;
 - Organisation des déplacements des parties prenantes du projet.

12. Résultats attendus :

- Les processus administratifs du projet sont gérés de façon efficace ;
- Les missions de terrain et la logistique du projet sont organisés de façon efficiente ;
- La gestion financière du projet est organisée, suivie et transparente ;

13. Qualifications/compétences requises :

- Education: Diplôme universitaire (minimum Bac+3) de préférence en gestion administrative et comptable;
- Avoir d'excellentes capacités de rédaction en français et de bonnes capacités en arabe et en anglais ;
- Une expérience entre 1 à 3 ans, en administration, comptabilité, gestion et finances est un atout ;
- Une bonne maîtrise de l'outil informatique particulièrement les logiciels Word, Excel et PowerPoint et de l'internet ;
- Avoir une bonne capacité de communication, d'organisation et de travail dans les délais avec une réelle capacité à travailler en groupe ;
- Une expérience en matière de gestion de projets (gestion axée sur les résultats) est un avantage ;
- La connaissance des procédures administratives et financières du PNUD constituerait un atout.

**Recrutement du Chargé de communication et visibilité du Programme d'appui pour la mise en œuvre de la stratégie de la Délégation Générale à L'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion
2015-2017**

Termes de référence

Durée d'une année

Le projet d'appui pour la mise en œuvre de la stratégie de la Délégation Générale à L'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion lance un appel à candidature pour le recrutement d'un/e chargé/e de communication et visibilité du programme.

Lieu d'affectation : Rabat.

Durée du projet : 1 année

Description du Programme :

Le projet, fruit d'un partenariat PNUD, Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR) et Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), vise à appuyer la mise en œuvre de la stratégie 2016-2018 de la DGAPR dans le cadre de la réforme du système carcéral. Le projet s'aligne en particulier sur les axes stratégiques relatifs à l'humanisation des conditions de détention, la préparation à une meilleure réinsertion sociale et la modernisation de l'administration pénitentiaire, et ce en intégrant les principes de droits humains, la dimension genre, le souci de la durabilité environnementale, et dans une approche de gestion axée sur les résultats.

Les résultats escomptés sont :

- Produit 1 : Le traitement humain, conforme aux dispositions législatives et réglementaires et aux normes internationales des droits de l'homme, des détenu(e)s en général et des groupes vulnérables en particulier, est accru.
- Produit 2 : L'accès des détenu(e)s à l'enseignement et à l'alphabétisation est renforcé
- Produit 3 : Les détenu(e)s ont accès à la formation professionnelle, artisanale et artistique habilitantes
- Produit 4 : l'accès des détenu(e)s aux activités sociales, culturelles, et religieuses est renforcé
- Produit 5 : les compétences de la DGAPR pour prodiguer un suivi psychologique et social aux détenu(e)s sont accrues

- Produit 6 : Les ressources humaines de la DGPAP sont renforcées en terme de nombre, de compétence, de conditions de travail, de motivation et de gestion de façon à pouvoir mettre en œuvre la mission de la DGAPR et à répondre à l'évolution de la population carcérale.
- Produit 7 : Les procédures de gouvernance au sein de la DGAPR en termes de moralisation, de suivi et de contrôle interne, de déconcentration des attributions opérationnelles aux délégations régionales, de coordination et de communication sont accrues
- Produit 8 : le système informatique de la DGAPR est renforcé et son efficacité et sa sécurité sont améliorées
- Produit 9 : l'intégration de la prise en compte de l'environnement, du genre et de la vulnérabilité dans la gestion de la DGAPR est renforcée

Description des tâches :

Sous la supervision directe de coordonnateur du projet, le/la chargé(e) de communication et visibilité développe des actions de communication et de visibilité destinées à appuyer l'Equipe de gestion du projet dans sa démarche de communication, de visibilité et ses relations avec les médias et les parties prenantes nationales. Il/elle effectuera les tâches suivantes:

- Assurer l'appui direct pour tout ce qui a trait aux communications nécessaires à la mise en œuvre du plan de communication et de visibilité: discours, liaisons avec les médias, entretiens, journalistes, revues de presse, etc.
- Appuyer l'équipe de gestion du projet pour la réalisation de productions médiatiques et des rapports périodiques dans le but de promouvoir les réalisations du projet
- Soutenir la refonte et la mise en œuvre de la stratégie de communication de la Délégation Générale à L'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion dans le cadre des actions prévues dans le projet
- Assurer le suivi de la réalisation de produits et supports de communication du projet
- En liaison avec la section de communication de la Délégation Générale à L'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion, assurer le développement, la mise à jour régulière et l'amélioration de la page-web du projet et en faire un outil d'information pour le grand public, les agences onusiennes et les partenaires nationaux et internationaux
- Garantir une présence constante et monitorée du projet dans les principaux réseaux sociaux
- Contribuer au renforcement de la stratégie de mobilisation de ressources en mettant en valeur les acquis et les réalisations du projet
- Compléter et assurer la mise à jour, l'accessibilité et la diffusion du calendrier des événements du projet, des répertoires de contact des partenaires, ainsi que de la photothèque du projet
- Suivre les nouvelles pertinentes sur les médias nationaux et internationaux liées aux activités du projet, ou à l'actualité relative à la gouvernance démocratique et du développement du Maroc, et préparer des revues de presse périodiques en coordination avec la section de communication de la Délégation Générale à L'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion
- Produire du matériel de sensibilisation et de communication visant à informer le grand public des activités menées à bien par le projet

- Contribuer de façon ponctuelle à la rédaction d'articles relatifs à la visibilité et la communication

12. Résultats attendus :

1. La communication du projet est efficace et améliore significativement la collaboration avec les parties prenantes
2. La valeur ajoutée et les avantages comparatifs du projet et du PNUD dans son ensemble et de ses différents membres sont promus et connus
3. Des outils et approches novatrices de communication sont opérationnels au sein du projet et auprès des partenaires d'exécution
4. Les principaux outils de communication du projet sont fonctionnels et mis à jours de manière régulière
5. La visibilité médiatique et les relations entre le projet et les medias au Maroc sont développées
6. Le projet dispose de supports de communication efficaces et adaptés aux partenaires des programmes et au grand public
7. La visibilité de la Délégation Générale à L'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion et du PNUD est assurée sur internet (y inclus les réseaux sociaux)
8. Les rapports en communication du projet à aux partenaires (bailleurs de fonds, gouvernement, société civile) et grand public sont assurés
9. Des actions sont entreprises pour la promotion du volontariat pour la paix et le développement pendant l'affectation

13. Qualifications/compétences requises :

Qualifications :

- Diplôme de niveau Master en Communication, Relations internationales, Coopération au développement, Journalisme
- Cinq (5) années d'expérience au niveau national ou international dans les domaines de la communication, des relations publiques et du journalisme
- Expérience avérée en coordination d'équipe de travail et de gestion des médias, incluant les réseaux sociaux
- Familiarité avec le secteur du développement et expérience de travail au sein des Nations Unies seront des atouts
- Expérience de travail dans les médias (presse, radio et télévision) sera un atout
- Connaissance des Nations unies, de ses institutions, de leur mandat et de leur fonctionnement, du contexte général de la coopération au développement sera un atout
- Expérience dans l'organisation d'évènements pour le grand public sera un atout
- Maîtrise de l'arabe, du français et de l'anglais (écrits, lus, parlés)

Compétences :

- Maîtrise des techniques de communication et de l'information : savoir concevoir et rédiger des messages clairs et adaptés au public visé; savoir développer et entretenir des relations avec des partenaires divers dont les médias ; capacité à communiquer avec diplomatie avec l'ensemble des partenaires; aptitude à établir de bonnes relations de travail dans un contexte multiculturel
- Très bonne maîtrise des outils informatiques (Windows, animation de plateformes telles que Twitter, Google+, autres) et gestion des principales plateformes et logiciels internet
- Excellentes capacités rédactionnelles requises
- Compétences graphiques (développement de supports de communication, infographie) seront un atout

ANNEXE D : Plan de suivi

ACTION	CIBLES	RESPONSABLE	CADRE CHRONOLOGIQUE				FREQUENCE/DEADLINE LIVRABLES	BUDGET	
			T1	T2	T3	T4		Desc ription	Mont ant
REUNIONS DE SUIVI									
Réunions UGP/Assurance qualité PNUD	UGP/Assurance qualité PNUD	Responsable de l'UGP	***	***	***	***	Au moins deux fois par mois		
Réunions Comité de Projet : revue de l'avancement du projet	UGP/ Assurance qualité PNUD	Responsable de l'UGP	*	*	*	*	A la fin de chaque trimestre		
Revue mi-annuelles et annuelles	Coordination du Projet/ Assurance qualité PNUD & S/E PNUD	Responsable de l'UGP		*		*	Revue annuelle en novembre/ décembre de chaque année et Revue mi-annuelle à la juin/juillet (ou si requise exceptionnellement par le Chef de projet)		
Réunions Comité de pilotage	Direction et coordination nationale du Projet / Direction et assurance qualité du PNUD	Responsable de l'UGP/ Assurance Qualité PNUD	*		*		Réunion annuelle en janvier de chaque année et Réunion mi-annuelle à la mi-juillet (ou si requise exceptionnellement par le Chef de projet)		
REPORTING TRIMESTRIEL / ANNUEL									
Rapports trimestriels obligatoires : mise à jour des risques et des problèmes, reporting des résultats, mise à jour du journal des	Comité de projet/ Assurance qualité du PNUD Le rapport doit être certifié par le DN	Responsable de l'UGP	*	*	*		Fréquence trimestrielle ➔ Rapport trimestriel		

enseignements tirés									
Rapports annuels obligatoires : mise à jour des risques et des problèmes, reporting des résultats. Mise à jour du journal des enseignements tirés	Comité de pilotage / Assurance qualité du PNUD Le rapport doit être certifié par le DN	Comité de projet/ Responsable de l'UGP				*	Elaboré en décembre de chaque année pour l'année en cours ➔ Rapport annuel		
REPORTING FINANCIER TRIMESTRIEL / ANNUEL									
Rapports de dépenses informatifs (UN Exp)	Envoyé par l'Assurance Qualité au Responsable de l'UGP	Assurance qualité PNUD	*	*	*	*	Fréquence trimestrielle		
Rapports de dépenses combinés (CDR) trimestriel / annuel	Envoyé par Assurance qualité au responsable de l'UGP	Assurance qualité PNUD	*	*	*	*	Fréquence trimestrielle/ Le rapport combiné des dépenses annuel est envoyé au projet aux environs du 15 mars de l'année suivant l'exercice Le CDR annuel doit être vérifié par l'UGP et certifié par le DN/ et transmis au PNUD		
REUNIONS DE PLANIFICATION									
Atelier de planification annuelle	Comité de projet/ UGP/ Assurance qualité	Responsable de l'UGP				*	Décembre de chaque année ou au plus tard en Janvier de l'année d'après		
DOCUMENTS DE PLANIFICATION									
Plan de travail annuel	Partenaires	Responsable de l'UGP				*	AWP doit être signé avant le 15 Janvier de chaque année		

ANNEXE F



Programme des Nations Unies

Pays : Maroc

Titre du Projet : Appui à la réforme du système pénitentiaire pour une meilleure réinsertion sociale

Effet(s) UNDAF : 4. Les partenaires institutionnels et la société civile s'approprient les principes de la gouvernance démocratique et les mettent en œuvre pour un développement humain, intégré, équitable et durable.

Effet(s) stratégie pays : 4. Les partenaires institutionnels et la société civile s'approprient les principes de la gouvernance démocratique et les mettent en œuvre pour un développement humain, intégré, équitable et durable.

Effet(s) attendus : Produit 4.1 : Les capacités des institutions publiques pour accompagner et mettre en œuvre les réformes engagées par l'Etat en matière de Gouvernance démocratique basée sur les droits humains sont accrues.

Effet(s) plan stratégique PNUD : Effet 2 : Il est répondu aux attentes des citoyens, notamment en matière de liberté d'expression, de développement, de primauté du droit et de redevabilité, grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique

Partenaire de mise en œuvre : PNUD

Parties responsables : Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR)

Période du programme :	1 année
Principaux Domaines de Résultats (Plan Stratégique) :	Effet 2
Numéro de Projet Atlas :	00096587
Date de Début :	Mars 2016
Date de Fin :	Mars 2017
Date Réunion PAC (Comité d'Approbation) :	9 mars 2016
Modalité de gestion :	NIM

Brève Description

Le projet vise à appuyer la réforme du système pénitentiaire dans le domaine de la réinsertion des détenus et en particulier à promouvoir la tolérance au sein de la population carcérale en accompagnant les détenus à risque élevé à travers deux processus parallèles d'inclusion sociale qui se renforcent mutuellement, et ce en développant les compétences nécessaires qui leur permettraient de générer des revenus à travers des emplois fiables et par conséquent, une réinsertion harmonieuse au sein de la société. Cette stratégie permettrait aussi leur participation dans des débats et activités constructifs avec les conseillers religieux sur la réalité destructrice du discours radical. Cette approche est fondée sur la nouvelle stratégie de la DGAPR dans les domaines de l'humanisation des prisons et de la modernisation de l'administration pénitentiaire et, ainsi que sur le partenariat entre le PNUD et la DGAPR visant à soutenir la mise en œuvre de ladite stratégie.

Les trois résultats escomptés sont :

1. Un plan d'action pour promouvoir la tolérance parmi la population carcérale marocaine est disponible ;
2. Les capacités du personnel de la prison et des conseillers religieux à promouvoir la tolérance à travers un dialogue constructif sont renforcées ;
3. Les détenus acquièrent un ensemble de compétences nécessaires qui devraient leur garantir une autonomisation sociale et économique après leur libération.

Ressources Nécessaires :	864 000 USD
Ressources allouées :	864 000 USD
Gouvernement du Japon :	864 000 USD

Signature par la Délégation générale à l'Administration pénitentiaire et à la réinsertion :

Signature par le PNUD :

I. ANALYSE DE LA SITUATION

Contexte National :

Le Maroc renforce de plus en plus les mesures de sécurité nationale et de lutte contre la radicalisation, la violence et l'extrémisme. Le Roi Mohammed VI a mentionné, lors de son discours du 20 Août 2015, un plan d'action national pour éradiquer les facteurs susceptibles de favoriser le terrorisme et la radicalisation. Ce plan comprend, entre autres, la prise de mesures préventives pour maintenir la stabilité et la sécurité humaine, le renforcement de la sécurité aux frontières, mais aussi la lutte contre les facteurs de radicalisation et le recrutement des Marocains et leur déploiement dans les pays de la région MENA où les groupes terroristes sont actifs.⁴

Alors que le groupe terroriste le plus mis en avant aujourd'hui est l'État islamique, il y a un certain nombre d'autres organisations et sous-groupes plus petits qui opèrent au niveau local, comme AQMI (Al - Qaïda au Maghreb islamique) et MICG (Marocaine Combattants du Groupe Islamique). Ces groupes recrutent parmi les populations marginalisées et désenchantées dans plus de 80 pays, principalement de la région MENA, avec un nombre élevé de combattants étrangers originaires de Tunisie et du Maroc. À cet égard, les prisons peuvent être considérées comme un terrain de recrutement idéal pour les groupes terroristes.⁵

Depuis 2013, il a été signalé que le Maroc a démantelé vingt-sept cellules djihadistes dans le royaume, dont quatorze en 2014 et huit entre janvier et mai 2015, et participe activement à la coalition internationale mise en place, notamment tant que co-président du Forum mondial contre le terrorisme.

Le Ministère de l'Intérieur estime que le nombre de combattants marocains se situe autour de 1350 dans les rangs de l'Etat Islamique, dont 220 sont des ex-détenus. Le ministère estime que 286 d'entre eux sont morts dans les zones de conflit, et 156 autres sont retournés au Maroc. Beaucoup d'entre eux occupent des postes de responsabilité au sein des organisations terroristes et ont été recrutés à travers Internet et les réseaux sociaux, ou par des intermédiaires qui sont souvent des proches.

Les événements survenus à Paris et à Beyrouth en Novembre 2015 et la répression des groupes radicaux en France et en Belgique donnent un aperçu alarmant sur le profil des recrues au sein des grandes villes européennes : des jeunes, privés de leurs droits, avec un passif de conflit avec la loi, une scolarité défailante et un piètre bilan en matière d'emploi.

Le processus de radicalisation et le recrutement des jeunes à risque, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons, repose en grande partie sur les mécanismes d'endoctrinement à travers les réseaux sociaux, les médias et le ciblage à travers la messagerie électronique d'individus marginalisés et exclus. Dans des contextes où le filet de sécurité social a échoué en raison de la pauvreté, la communauté ne joue plus son rôle de promoteur de la cohésion, de la protection et de l'autonomisation de la jeunesse. La vulnérabilité des jeunes détenus en fait une proie facile pour les messages violents et radicaux, fondés sur une vision du monde en conflit avec le système, le manque d'opportunités pour l'inclusion sociale et économique et le désir d'appartenance à une communauté « forte » qui leur fournit des moyens de subsistance alternatifs. Bien que celles-ci soient construites sur la violence, la prédation sexuelle et la puissance militaire pour certains, pour d'autres, l'attractivité du radicalisme est liée au statut du martyr, la légitimité et la restauration d'un passé glorieux qui se base sur un discours postcolonial et culturel.

Le processus de radicalisation au sein des prisons est susceptible de s'aggraver par la promiscuité et l'oisiveté, en particulier dans les prisons dépourvues de programmes de formation professionnelle structurés, ou lorsque le personnel n'est pas formé pour identifier les symptômes de radicalisation et intervenir à travers des mesures préventives à l'encontre du processus de radicalisation. En outre, compte tenu de la nature de leur incarcération, les jeunes ont un accès limité à un espace permettant le débat culturel qui promouvrait la diversité et la participation civique. Ces jeunes ont aussi un accès limité aux institutions religieuses qui propagent un discours de tolérance et de développement communautaire. En

⁴ <http://www.maroc.ma/fr/discours-royaux/discours-integral-de-sm-le-roi-loccasion-du-62eme-anniversaire-de-la-revolution-du>

⁵ http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2015_358.pdf

outre, les conseillers religieux sont parfois mal préparés à combattre ces tendances extrémistes chez les jeunes ou limitent le débat à des interprétations théologiques au lieu de les relier à des concepts contemporains d'engagement civique, de valeurs citoyennes et d'inclusion sociale, avec lesquels les jeunes ne sont pas familiers. Il est d'autant plus intéressant de noter que plus de 60% des 76 000 détenus actuels ont entre 21 et 35 ans, un âge où la radicalisation a le plus de chance de s'ancrer. 2.44% des détenus sont des femmes, 62% sont des célibataires.

Les détenus peuvent poursuivre leur études (niveau primaire, secondaire et universitaires ou s'ils répondent aux conditions s'inscrire à une filière de Formation professionnelles (50 centres pédagogiques). Cependant le taux de participation reste faible.

Ils peuvent participer également aux activités récréatives, culturelles, religieuses et sportives.

Le plan stratégique de l'Administration Pénitentiaire :

La stratégie de la Délégation générale à l'Administration pénitentiaire et à la réinsertion (DGAPR) vise à améliorer les conditions des prisons et des détenus en accord avec les réformes constitutionnelles de 2011 et avec les lois et réglementations relatives à la gestion pénitentiaire, et se concentre sur quatre domaines stratégiques :

- L'humanisation des conditions de détention ;
- La sécurité des prisonniers et des personnes ;
- La Réinsertion des détenus ;
- La modernisation de l'administration.

La composante "réinsertion des détenus" comprend les programmes suivants :

1- programme de développement professionnel, dont les objectifs sont les suivants :

- Permettre aux prisonniers de percevoir leurs revenus une fois leurs produits vendus ;
- Améliorer la qualité des programmes de formation professionnelle afin d'augmenter le taux de réussite ;
- Diversifier les cours de formation professionnelle en tenant compte des besoins du marché du travail ;
- Réduire le taux d'abandon de la formation professionnelle.

Pour atteindre ces objectifs, la DGAPR a lancé les actions suivantes :

- Généraliser les centres de formation professionnelle dans tous les établissements pénitentiaires, en collaboration avec la Fondation Mohammed VI pour la réinsertion des détenus et de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail.
- Encourager les détenus à participer à des programmes de formation professionnelle en impliquant leurs familles ;
- Encourager les détenus à suivre des cours de formation professionnelle régulièrement ;

2- Programme de formation artistique et artisanale, dont les objectifs sont les suivants :

- Permettre à un maximum de détenus d'acquérir des compétences génératrices de revenus dans le domaine de l'artisanat qui a une valeur importante sur le marché du travail, et d'aiguiser leurs talents artistiques et créatifs ;

- Permettre aux prisonniers d'utiliser leur rémunération au sein de la prison pour subvenir à leurs besoins et aux besoins de leurs familles, selon les cas ;

Pour atteindre ces objectifs, la DGAPR a lancé les actions suivantes :

- Créer des unités artisanales et de formation artistique dans les établissements pénitentiaires, en fournissant l'équipement et la supervision nécessaires ;
- Récompenser les détenus pour leur créations artisanales à travers des primes de 2.000 dirhams pour chaque création innovatrice ;
- Créer des unités de production et acquérir des équipements et des matières premières nécessaires pour la formation et l'emploi des prisonniers dans les établissements pénitentiaires
- Lancer une réflexion pour lever les contraintes institutionnelles et réglementaires, entravant la mise en place d'un partenariat public –privé visant l'emploi des détenus dans les établissements pénitentiaires ;
- Collaborer avec les professionnels du secteur et les chambres professionnelles concernées, pour fournir un nombre de superviseurs suffisant ;
- Organiser des foires pour exposer et commercialiser les produits des détenus aux niveaux régional et national ;

3-Collaboration avec différents programmes en dehors du monde carcéral dont les objectifs sont les suivants :

- Le maintien et le renforcement des liens familiaux des détenus ;
- L'implication des familles et des associations pour l'autonomisation des détenus comme préparation à la réinsertion ;

Pour atteindre ces objectifs, la DGAPR a lancé les actions suivantes :

- Continuer à doter les espaces d'hébergement avec du matériel audio-visuel pour la diffusion de programmes éducatifs et de divertissement ;
- accentuer l'ouverture aux médias et la société civile dans leurs efforts pour l'autonomisation des prisonniers et à la réadaptation (115 associations ont organisé 615 activités en 2014).
- Organiser des visites régulières et exceptionnelles pour les mères et leurs enfants ;
- Organiser des événements sportifs avec des équipes de détenus d'autres prisons ;
- Organiser des spectacles artistiques au profit des prisonniers dans les théâtres en dehors des prisons ;
- Permettre aux détenus de se livrer au bénévolat avec les organisations de la société civile dans le cadre des autorisations exceptionnelles ;
- Régler les litiges familiaux de certains détenus dans le cadre de la médiation sociale et de la famille ;
- Doter les espaces de visite avec des tables et des chaises ;

4- programme de soutien spirituel, dont les objectifs sont les suivants :

- Encourager les détenus à mémoriser et réciter le Coran ;
- Faire valoir les principes d'enseignement de l'islam modéré et la participation des citoyens ;
- Promouvoir l'éducation religieuse, civique et spirituel.

Pour atteindre ces objectifs, la DGAPR a lancé les actions suivantes :

- Améliorer les conditions de formation et équipement des bibliothèques de livres sur la religion qui véhiculent les valeurs de l'islam modéré;
- Intensifier les sessions de prêche et d'orientation spirituelle en diversifiant les sujets ;
- Etendre le programme de mémorisation du Coran à toutes les prisons, sachant que ce programme s'applique uniquement à 25 prisons pour le moment ;
- Organiser un concours de récitation du Coran durant le mois de Ramadan au niveau national ;
- Organiser des activités religieuses et éducatives ;
- Équiper toutes les prisons pour le prêche du vendredi ;
- Généraliser à tous les établissements pénitentiaires le programme de mémorisation du Coran établie par le Ministère en charge.

8 STRATEGIE :

Le projet vise à promouvoir la tolérance au sein de la population carcérale en accompagnant les détenus à risque élevé à travers deux processus parallèles d'inclusion sociale qui se renforcent mutuellement, et ce en développant les compétences nécessaires qui leur permettraient de générer des revenus à travers des emplois fiables et, par conséquent, une réinsertion harmonieuse au sein de la société. Cette stratégie permettrait aussi leur participation dans des débats et activités constructives avec les conseillers religieux sur la réalité destructrice du discours radical.

Le projet appuiera le pays dans ses mesures de prévention avec une approche inclusive et basée sur les droits humains, qui permettrait une réinsertion plus harmonieuse et pérenne, par opposition à l'approche conventionnelle axée sur la sécurité et souvent répressive. Il misera sur les initiatives existantes énumérées dans la section ci-dessus pour obtenir des résultats durables.

En parallèle avec la formation, des tables rondes et des sessions de sensibilisation seront organisées dans trois prisons cibles avec un public de jeunes détenus à propos des sujets relatifs au renforcement des valeurs de citoyenneté, de l'engagement civique, et ce à travers une perspective sociologique et théologique.

Un résultat critique du projet sera la mise en place d'unités de production au niveau de quatre prisons pour permettre aux détenus d'acquérir des compétences et les moyens de subsistance dans des métiers à revenus élevés tels que la vannerie, la dinanderie, la maroquinerie, la sculpture sur bois et la ferronnerie.

La théorie du changement de ce projet se déroule comme suit :

Si les détenus ciblés bénéficient de renforcement des capacités qui leur permettrait de rechercher les moyens de subsistance et de l'autoentreprise ou de l'emploi et de la réinsertion pacifique et pérenne, alors ils seront peu susceptibles d'aller vers les réseaux radicaux après leur libération pour assurer une source alternative de revenus.

Si les détenus à risque et les jeunes radicalisés ou en risque de radicalisation dans les prisons ciblées sont engagés dans des échanges anti-radicaux avec les conseillers religieux et la communauté et sont sensibilisés à l'engagement civique et aux valeurs de la citoyenneté, ils deviendraient alors des agents pour lutter contre le discours extrémiste dans leurs communautés aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons.

Si les femmes détenues sont financièrement autonomes à travers la formation professionnelle, elles seront plus enclines à contribuer au développement de leurs familles et de leurs communautés, diminuant les risques de participation dans les réseaux de recrutement extrémistes.

Le projet vise à atteindre trois objectifs principaux :

- 1) Elaborer un plan d'action pour promouvoir la tolérance au sein de la population carcérale sur la base de la stratégie nationale en vigueur pour la réforme du système pénitentiaire.
- 2) Développer et mettre en place des ateliers de renforcement des capacités, des programmes de coaching et de formation pour le personnel pénitentiaire et les conseillers religieux (*imams* et *mourchidates*) sur les bonnes pratiques dans le domaine.
- 3) Mettre en place des unités de production autonomes, en accord avec le plan de formation de la DGAPR dans les prisons, pour le développement et la formation des compétences en matière de formation professionnelle en guise de préparation à la réinsertion des détenus.

Pour ce faire, la stratégie du projet sera développée sur trois axes principaux :

- 1) Un plan d'action pour promouvoir la tolérance au sein de la population carcérale marocaine est développé de manière participative ;
- 2) Les capacités du personnel de la prison et des conseillers religieux pour lutter contre la radicalisation à travers des dialogues constructifs sont renforcées ;
- 3) Les capacités professionnelles des détenus sont développées afin de permettre leur réinsertion sociale et économique après leur libération.

Le projet ciblera également la population carcérale féminine qui représente 2,4% de la population carcérale ainsi que les conseillères religieuses. Ainsi, 20% des bénéficiaires de la population carcérale seront des femmes, et 20% du personnel de la prison et des institutions religieuses seront aussi des femmes. Le projet intégrera la dimension familiale et communautaire dans le processus de déradicalisation. Un accent sera mis sur le rôle des femmes dans le renforcement des liens communautaires pour lutter contre les discours de division extrémistes.

Le projet sera mis en œuvre au niveau des sites suivants :

- Les table-rondes de sensibilisation qui cibleront les jeunes se tiendront au niveau des centres de réforme et de protection de l'enfance (CRE centres de détention des mineurs) de Salé et Casablanca;
- Les unités de productions seront mis en place au niveau des établissements pénitentiaires de Ras-El-Ma à Fès, Ait-Melloul à Agadir, Toulal à Meknès et Laarjat à Salé ;

Le projet permettra aussi de rechercher, identifier les meilleurs praticiens au niveau mondial et d'échanger les bonnes pratiques en la matière. Le projet va également collaborer avec l'ambassade du Japon afin d'identifier les ONG qui travaillent au Japon au niveau de la réinsertion des détenus à travers la formation professionnelle. En ce qui concerne le développement des capacités des conseillers religieux, la Rabita Mohammadia des oulémas a exprimé son intérêt pour une collaboration avec le PNUD, en plus du partenariat fort déjà établi avec la DGAPR.

Le projet établira également des liens forts avec la coopération Japonaise et ses activités au Maroc, notamment les interventions bilatérales de la JICA en ce qui concerne les activités génératrices de revenus. Le projet fera aussi appel dès que possible à l'expertise Japonaise pour les activités de développement des capacités. Pour ce qui est de la mise en place des unités de production au sein des prisons, le projet va explorer différents partenariats avec le secteur privé Japonais afin d'identifier le matériel industriel adéquat.

Le projet fait appel à l'expertise de l'UNESCO en éducation aux droits de l'homme et aux principes de la tolérance. L'agence travaille au Maroc et dans la région du Maghreb à inculquer la citoyenneté, l'éducation aux droits de l'homme et l'éducation à la non-violence dans les milieux d'éducation non formelle. Elle œuvre au renforcement des capacités des organisations de jeunesse, la promotion de l'éducation aux médias et à l'information, la promotion du dialogue interculturelle, l'utilisation des TIC, les médias sociaux et les plates-formes en ligne pour engager les jeunes privés de leurs droits et contrer le discours radical à travers l'éducation, la culture et la science.

9 CADRE DES RESSOURCES ET DES RESULTATS

Effet attendu conformément aux résultats et ressources escomptés dans le programme de pays : 4. Les partenaires institutionnels et la société civile s'approprient les principes de la gouvernance démocratique et les mettent en œuvre pour un développement humain, intégré, équitable et durable.

Indicateurs des produits conformes aux résultats et ressources escomptés dans le programme de pays, incluant la situation de référence et les cibles : 4. Les partenaires institutionnels et la société civile s'approprient les principes de la gouvernance démocratique et les mettent en œuvre pour un développement humain, intégré, équitable et durable.

Produit 4.1 : Les capacités des institutions publiques pour accompagner et mettre en œuvre les réformes engagées par l'Etat en matière de Gouvernance démocratique basée sur les droits humains sont accrues.

Nombre d'institutions publiques ayant bénéficié de renforcement des capacités en matière de gouvernance démocratique basés sur les droits humains et sensible au genre pour assurer la mise en œuvre des réformes publiques.

situation de référence : ND

Cible : 1 réforme

Titre du Projet et Numéro Atlas : Appui à la réforme du système pénitentiaire pour une meilleure réinsertion sociale - 00096587

EFFETS ESCOMPTEES	CIBLES (PAR ANNEE)	ACTIVITES	PARTIES RESPONSABLES	CONTRIB UTION \$ USD
<p>Produit 1 : Un plan d'action pour promouvoir la tolérance au sein de la population carcérale marocaine est disponible pour la DGAPR.</p> <p>Situation de référence : Plan d'action inexistant</p> <p>Indicateurs : Plan d'action disponible</p>	<p>Cibles (année 1)</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 plan d'action développé 	<p><u>Activité 1.1</u> Organisation de consultations et d'échanges des bonnes pratiques en vue d'élaborer le plan d'action</p> <p>Actions :</p> <p>1.1.1 Mission d'échange des bonnes pratiques avec un pays qui a déjà élaboré son plan d'action (Espagne et/ou Pays-Bas) au profit des cadres supérieurs de la DGAPR</p> <p>1.1.2 Organisation d'un atelier de consultation restreint au profit des cadres supérieurs de la DGAPR pour l'échange de bonnes pratiques avec des spécialistes internationaux en matière de promotion de la tolérance (en partenariat avec UNODC et L'institut International et Justice et de l'Etat de Malte⁶)</p>	<p>PNUD</p>	<p>30 000</p> <p>20 000</p>

⁶ http://www.theijj.org/wp-content/uploads/IIJ_Factsheet_Inauguration_2014__French.pdf

		<p><u>Activité 1.2 :</u> L'élaboration du plan d'action</p> <p><u>Actions :</u> 1.2.1 Mise en place d'une task-force au niveau de la DGAPR pour l'élaboration du plan d'action 1.2.2 Présentation du plan d'action aux parties prenantes en atelier restreint</p>		
<p>Produit 2 : Renforcement des capacités de 40 membres du personnel de prison et des conseillers religieux et mourchidates pour promouvoir un discours de tolérance</p> <p>Situation de référence : Aucun plan de formation en la matière 0 conseillers religieux et 0 personnels formés</p> <p>Indicateurs : Disponibilité du plan et des modules de formation Nombre de conseillers religieux et du personnel qualifiés pour promouvoir la tolérance (ventilées par sexe)</p>	<p>Cibles (année 1)</p> <ul style="list-style-type: none"> Plan et modules de formation disponibles 40 personnel et conseillers religieux formés (25% de femmes) 	<p><u>Activité 2.1</u> Élaboration d'un plan et de module de formation (en partenariat avec la Rabita/UNESCO)</p> <p><u>Actions :</u> 2.1.1 recrutement d'un consultant principal pour la rédaction du plan et des modules de formation et de la formation (en partenariat avec la Rabita/UNESCO) 2.1.2 validation du plan de formation par les parties prenantes</p> <p><u>Activité 2.2</u> Organisation de sessions de formation au Centre de formation de la DGAPR à Tiflet (en partenariat avec la Rabita/UNESCO)</p> <p><u>Activité 2.3</u> Organisation de 9 tables rondes dans les 3 CRE (3 dans chaque CRE cible portant sur 3 sujets) (en partenariat avec la Rabita/UNESCO)</p> <p><u>Actions :</u> 2.2.1 Développement des notes conceptuelles et identification des experts participants</p>	<p>PNUD/UNESCO</p>	<p>20 000</p> <p>25 000</p> <p>90 000</p>
Produit 3 :	Cible :	<u>Activité 3.1 :</u>	PNUD	

<p>Les détenus acquièrent un ensemble de compétences de subsistance qui garantissent leur réinsertion sociale et économique</p> <p>Situation de référence :</p> <p>Unités de production artisanale au sein des prisons disponible mais non structurées et non opérationnelles</p> <p>0 détenus formés</p> <p>indicateurs :</p> <p>Nombre d'unités de production disponibles</p> <p>Nombre de détenus formés</p>	<p>4 unités de production mise en place</p> <p>100 détenus formés (20% de femmes)</p>	<p>Identification et installation des unités de production et des ateliers de formation pour les détenus, identification des formateurs et signature de conventions avec Dar Assanie (La Maison de l'Artisan)</p> <p>Actions :</p> <p>3.1.1 Identification des lignes de production en partenariat avec la DGAPR et La Maison de l'Artisan</p> <p>3.1.2 Mission d'échange des bonnes pratiques relatives à la réinsertion des détenus à travers la formation- emploi (Japon et/ou Danemark) au profit des cadres supérieurs de la DGAPR</p> <p>3.1.3 Etablissement de partenariats avec la société civile et les coopératives professionnelles</p> <p>3.1.4 Achat d'équipement et de matières premières</p> <p>3.1.5 Identification, orientation et recrutement des formateurs et mise en œuvre de la formation</p> <p>3.1.6 Organisation de la cérémonie de remise des certificats pour les détenus bénéficiaires</p> <p>3.1.7 Organisation d'un concours du/de la meilleur(e) apprenti(e)</p> <p>3.1.8 Participation à la foire de l'économie sociale et solidaire et de la Journée nationale du détenu</p>		420 000
---	---	---	--	---------

Produit 4 : mécanisme de redevabilité et de plaidoyer mis en place Situation de référence : <ul style="list-style-type: none"> • Pas de communication ou de visibilité • Aucune réunion du conseil du projet organisé • Aucun rapport d'avancement du projet généré Indicateurs : <ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité du plan de communication • Réunions du conseil d'administration du projet organisé • Rapports d'avancement du projet générés 	Cible : <ul style="list-style-type: none"> - Réunions du conseil de projets organisés - Rapport annuelle de l'avancement de l'activité généré et soumis 	Activité 4.1 Plaidoyer : Mise en œuvre du plan d'action de communication et de visibilité Actions : 4.1.1 Élaboration d'un plan d'action de communication digitale 4.1.2 Développement de l'identité visuelle du projet et du matériel de communication 4.1.3 Organisation de sorties de presse concernant résultats du projet 4.1.4 Contribution au salaire du responsable de la communication du PNUD	<i>PNUD</i>	15 000
		Activité 4.2 La gestion et le suivi des projets 4.2.1 missions de suivi et déplacements sur le terrain (personnel du PNUD, DGAPR et Ambassade) 4.2.2 Fournitures de bureau 4.2.3 Contribution au salaire du spécialiste du programme du PNUD		180 000
		Frais de Gestion – GMS (8%) :		64 000
		Contribution Total :		864 000

10 ARRANGEMENTS ORGANISATIONNELS

Cette section présente les responsabilités et les engagements en matière de planification du projet et de gestion des partenaires et des organismes participants. Le projet sera exécuté selon les procédures d'exécution nationale du PNUD (« National Implementation by the Government – NIM»). Le partenaire de mise en œuvre du projet est la DGAPR qui assure la coordination entre les départements ministériels, organismes et partenaires techniques et financiers impliqués dans la mise en œuvre et le suivi du projet. La structure de gouvernance du projet est présentée dans le schéma de gouvernance ci-joint.

a. Comité de pilotage :

Le Comité de Pilotage est responsable des décisions relatives à l'orientation du projet lorsque des directives sont sollicitées par le Coordonnateur du projet, y compris l'approbation des révisions. Il est composé des institutions suivantes :

Le Secrétaire Général de la DGAPR et le Représentant Résident Adjoint du PNUD Maroc co-président le Comité de pilotage.

Le comité comporte trois types d'intervenants :

Une **Direction**, qui préside le comité et qui est responsable du projet, en collaboration avec les partenaires et le fournisseur. Le rôle de la Direction est d'assurer que le projet est focalisé pendant toute sa durée sur la réalisation de ses objectifs et produits (la Direction doit garantir que le projet offre un bon rapport qualité/prix, assurant une approche consciente des coûts et équilibrant les demandes des bénéficiaires et fournisseurs).

Un **Fournisseur principal**, qui représente les intérêts des parties qui fournissent un appui financier et/ou technique au projet (élaboration, développement, facilitation, achats, mise en œuvre). La fonction principale du fournisseur au sein du Comité de projet est de fournir du conseil par rapport à la viabilité technique du projet. Son rôle doit avoir l'autorité d'acquiescer et garantir les ressources des fournisseurs requises.

Les **principaux partenaires** – utilisateurs du produit final – sont responsables de contrôler que les solutions correspondent aux besoins exprimés, dans les contraintes du projet. Ce rôle représente les intérêts de tous ceux qui bénéficieront du projet, ou de ceux pour qui les livrables résultants des activités réaliseront des objectifs spécifiques. Les partenaires évaluent le progrès par rapport aux objectifs prévus et aux critères de qualité.

Les responsabilités du comité de pilotage sont les suivantes :

Au lancement du projet (LPAC) : Le comité de pilotage, en consultation avec les partenaires, se réunira au lancement du projet et sur la base du document du projet, il étudiera la faisabilité du projet, les risques encourus et les partenariats potentiels.

De manière périodique au cours de la mise en œuvre du projet : Le comité de pilotage est chargé d'évaluer l'état d'avancement du projet par rapport au plan de travail prévu. Le comité de pilotage se réunira au début de chaque année pour examiner et valider le plan de travail. Le comité de pilotage se réunira chaque fin d'année au cours du cycle du projet afin d'évaluer les résultats annuels du projet. De manière périodique au cours de la mise en œuvre du projet, le comité :

- Assume la direction et la conduite générale du projet, en s'assurant que ce dernier reste dans les limites fixées ;
- Traite des problèmes rencontrés par le projet et soulevés par le directeur de projet ;
- Donne des conseils à propos des nouveaux risques du projet et approuve d'éventuelles contre-mesures et mesures de gestion en réponse à des risques spécifiques ;
- Approuve le niveau de tolérance accordé au directeur de projet ;

- Examine l'état d'avancement du projet et propose une orientation et des recommandations visant à garantir la production des résultats convenus de manière adéquate et conformément aux prévisions ;
- Juge du rapport annuel d'examen du projet, formule des recommandations pour le prochain plan de travail annuel, et informe le groupe de discussion des effets ;
- Propose une orientation et des conseils spécifiques dans les cas exceptionnels de dépassement du niveau de tolérance accordé au directeur de projet ;
- Procède à un examen et décide d'apporter des changements au projet sous forme de révisions appropriées.

A l'évaluation à mi-parcours du projet : Le comité de pilotage se réunira à l'évaluation à mi-parcours du projet afin d'évaluer les résultats à mi-parcours du projet et la livraison des produits escomptés, de tirer les enseignements et de proposer un plan de mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation.

A la clôture du projet : Le comité de pilotage, en consultation avec les autres partenaires du projet, se réunira à la clôture du projet afin d'évaluer les résultats finaux du projet et la livraison des produits escomptés, de tirer les enseignements et de proposer un plan de mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation finale du projet.

Toute question liée à la mise en œuvre, ou tout changement relatif à la conception ou à la portée du projet, devront être discutés par le comité de pilotage.

b. Un(e) Directeur (trice) National(e) du Projet :

Le Directeur national du projet est issu de la DGAPR. Il est responsable de la gestion globale du projet et est redevable devant le comité de pilotage. Il assurera la supervision des activités de l'unité technique de gestion et la coordination des actions. Son rôle sera de veiller à la bonne mise en œuvre des activités en vue d'atteindre les résultats et les objectifs escomptés et de fournir tous les éléments nécessaires pour faciliter l'Assurance Qualité. Il aura aussi pour mission de faire les présentations techniques au comité de pilotage. Le Directeur national sera appuyé par des points focaux de la DGAPR au niveau de chaque zone concernée.

Du point de vue de la gestion quotidienne du projet, le Directeur national du projet émet et/ou signe :

- Les autorisations de paiement (FACE d'avance ou de paiement), pièces écrites établies au titre des activités du projet et conformément au plan de travail signé ;
- Les Demandes de Paiement Direct (DPD) (en cas de besoin) ;
- Les Rapports combinés de dépenses (CDR) ;
- Un inventaire d'équipement périodique ;
- Un inventaire général d'équipement.

Le Directeur national du projet soumet au Représentant Résident du PNUD :

- Le plan de travail annuel ;
- Des rapports d'activités trimestriels et annuels ;
- Des rapports financiers trimestriels et annuels ;
- Un rapport final du projet (à la fin de l'avant dernier trimestre précédant la clôture opérationnelle du projet) ;
- Les rapports de suivi des recommandations de l'audit et de l'évaluation ;
- Une requête pour le transfert officiel des équipements de projet.

c. Un(e) Coordonnateur(trice) national(e):

Le PNUD et la DGAPR recruteront un Coordonnateur national qui sera responsable de la gestion du projet au quotidien et à plein temps. Sa responsabilité principale est la production des résultats escomptés par le projet et décrits dans le document de projet, selon les normes de qualité requises, et en prenant en compte les spécificités et contraintes de temps et de coûts imparties.

Le coordonnateur travaille sous la supervision directe du Directeur national du projet, et sous l'autorité du Comité de pilotage, selon les normes établies par ce comité. Il assumera, en étroite concertation et sous la supervision du Comité de Pilotage, les responsabilités suivantes :

- Est redevable des résultats du projet :
 - Est responsable de définir quand, où et comment les activités seront mises en œuvre ;
 - Elabore les documents de planification annuels (plan de travail annuel – AWP) ;
 - Veille à ce que le projet soit conforme à son plan ;
 - Est responsable et redevable pour la gestion du projet au quotidien, du suivi général de la mise en œuvre opérationnelle et de l'évaluation permanente du projet.
- Gère les ressources et les achats :
 - Initie la sélection des ressources nécessaires à une bonne mise en œuvre des activités ;
 - Supervise les consultants/ chefs d'équipe dans la réalisation de leur mission ;
 - Assure la gestion financière du projet ;
 - Assure la gestion administrative et comptable du projet ;
 - Assure la préparation des termes de référence des contrats de services, d'études et de travaux ;
 - Assure le contrôle de la qualité des prestations réalisées dans le cadre du projet en relation avec les services techniques concernés (services, études et travaux).
- Gère la communication :
 - Informe toutes les parties prenantes de l'avancement ;
 - Organise et participe aux réunions et ateliers d'échange nationaux dans le cadre du projet ;
 - Prépare et rédige les comptes-rendus des réunions du Comité de pilotage ;
 - Assure l'animation des échanges entre les différents acteurs.
- Gère le suivi et le reporting:
 - Elabore l'ensemble des rapports de suivi et d'évaluation du projet à une fréquence trimestrielle ainsi que le rapport annuel ;
 - Elabore les journaux de suivi sur une base trimestrielle : journal des risques, journal des problèmes, journal des enseignements tirés du projet.
 - Une revue trimestrielle afin d'examiner les critères et les méthodes de qualité. Sur la base de cette revue, un rapport trimestriel soumis par le Coordonnateur national au Comité de suivi par l'intermédiaire de l'Assurance projet du PNUD permettra d'enregistrer les progrès du projet en vue de la réalisation des résultats attendus, mais aussi les problèmes rencontrés et l'évolution des risques initiaux ;
 - Une revue mi-annuelle et annuelle du projet afin d'examiner l'état d'avancement vers les résultats annuels planifiés et assurer la gestion des risques et des problèmes et partager les enseignements tirés du projet ;
 - Un rapport annuel sera élaboré par le Coordonnateur national et présenté au Comité de suivi et au Comité de pilotage. Le rapport annuel devra être préparé sur la base des différents rapports trimestriels combinés et analyser la contribution annuelle du projet aux résultats attendus ;

- Un Journal des problèmes devra être élaboré et mis à jour par le Coordonnateur national afin de faciliter le suivi et la résolution des problèmes éventuels, ou de toute action de contrôle du changement ;
- Sur la base de l'analyse de risque initial, le journal des risques devra être mis à jour régulièrement suite à la revue de l'environnement externe dont certains changements pourraient affecter la mise en œuvre du projet.
- Gère les risques :
 - Résout les blocages et conflits éventuels entre les parties prenantes.
- Gère le changement :
 - Gère le changement par le biais de révisions, les révisions majeures étant préalablement soumises au Comité de Pilotage ;
 - Emet des recommandations/ observations relatives à la clôture du projet quand il a atteint ses objectifs où s'il n'est plus en mesure d'atteindre ses objectifs.
- Assure la gestion des connaissances dans le cadre du projet :
 - Gère l'interface entre les équipes du projet et l'administration centrale, notamment en ce qui concerne le partage des enseignements du projet ;
 - Est responsable des formations et des actions transversales prévues par le projet.

d. Assurance du projet :

La fonction d'assurance du projet est une responsabilité déléguée par le Comité de pilotage du projet car cette fonction d'Assurance du projet soutient le Comité de pilotage du projet en exécutant des fonctions objectives et indépendantes de contrôle et de suivi. Pendant le processus d'exécution d'un projet, cette fonction assure la gestion et la réalisation des étapes importantes appropriées.

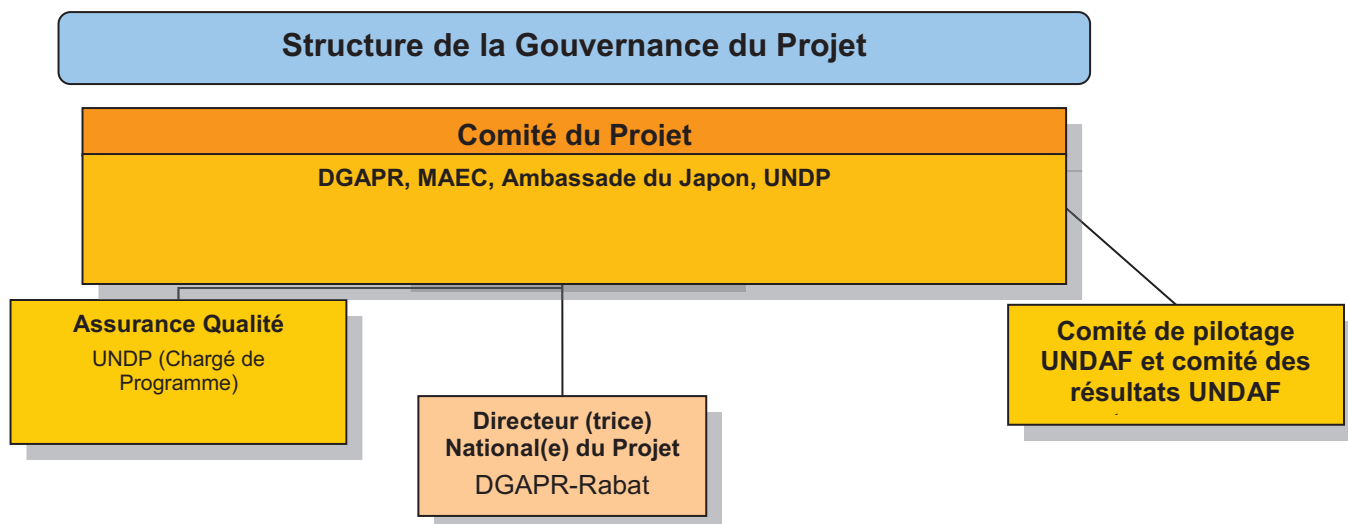
Cette fonction sera confiée au PNUD, qui veillera au bon déroulement et à la qualité du projet et qui appuiera et conseillera le projet en mettant à sa disposition les réseaux d'expertise des Nations Unies et des autres bailleurs de fonds parties prenantes du projet.

Il est nécessaire de séparer les fonctions d'appui au projet et d'assurance du projet, afin de maintenir l'indépendance du contrôle qualité élaborée par l'assurance du projet.

Le PNUD établira et communiquera les rapports explicatif et financier conformément à ses politiques et procédures, ainsi qu'à ses directives opérationnelles, pour présentation au Comité de pilotage.

D'autre part le PNUD dans sa fonction d'assurance qualité du projet devra alimenter les outils de suivi requis par le système Atlas, notamment :

- Saisie des informations contenues dans le rapport trimestriel soumis par le Coordonnateur national dans Atlas à la fin de chaque trimestre.
- Mise à jour des journaux des risques et problèmes dans Atlas à la fin de chaque trimestre, sur la base des informations tirées du rapport trimestriel soumis par le Coordonnateur national.
- Sur la base des informations saisies dans Atlas, un rapport trimestriel issu d'Atlas sera soumis au CP.
- Le Plan de suivi devra être mis à jour régulièrement dans Atlas afin d'enregistrer les actions de suivi majeures.



Fonds de partenariat Japon PNUD :

Le revenu d'intérêt devra être traité conformément à l'accord conclu entre la coopération japonaise et le PNUD sur les arrangements quant au revenu d'intérêts provenant des Fonds du partenariat entre la coopération Japonaise et le PNUD.

Le PNUD soumettra une demande écrite au Gouvernement du Japon pour une approbation préalable dans le cas (1) ou une extension du projet est nécessaire, et / ou le cas (2) ou le redéploiement des fonds entre les composantes du budget si une augmentation ou une diminution de plus de 20% est prévu.

Pour les soldes de fonds à la fin du projet, le PNUD consultera le gouvernement du Japon sur son utilisation.

11 CADRE GENERAL DE SUIVI ET EVALUATION DU PROJET

En accord avec les règles et procédures du Guide de l'utilisateur du PNUD et avec le plan de suivi-évaluation contenu en annexe du document de projet, les activités suivantes seront mises en œuvre pour assurer le suivi évaluation du projet.

Atelier de lancement du projet :

Un atelier de lancement du projet sera organisé dans les 2 mois suivants la signature du document projet. A ce stade, les rôles des différents acteurs du projet doivent être assignés notamment le rôle du partenaire de mise en œuvre, le bureau-pays du PNUD au Maroc, ainsi que les autres intervenants. L'atelier de lancement du projet constitue une étape cruciale pour renforcer l'appropriation du projet par tous les partenaires et pour préparer le plan de travail annuel (AWP) de la première année.

L'atelier de lancement du projet doit traiter les points suivants :

- Permettre à tous les partenaires d'avoir une parfaite compréhension du projet et de se l'approprier. Discussion des rôles, fonctions et des responsabilités dans la prise de décision au sein du projet y compris la réalisation des rapports, la stratégie de communication et le mécanisme de résolution des conflits. Les termes de référence de l'équipe du projet peuvent être discutés de nouveau en cas de besoin.
- En se basant sur le cadre logique des résultats et des ressources, finaliser le plan de travail annuel (AWP) de la première année.
- Revoir et s'accorder sur les indicateurs, les cibles, les sources de vérification et s'assurer des tableaux présentant les hypothèses et les risques.
- Présenter une vue détaillée sur les rapports à élaborer et le système de suivi évaluation à suivre. Le budget du système de suivi évaluation doit être programmé et approuvé.
- Discuter les procédures d'élaboration des rapports financiers et les obligations dans ce sens.
- Programmation des réunions du comité de pilotage. La première réunion du comité de pilotage doit être programmée dans les 12 mois suivants la réunion du lancement.

Le rapport de la réunion du lancement est un document de référence, il doit être préparé et partagé avec tous les participants pour la formalisation des décisions et des engagements pris lors de la réunion. Il doit être considéré comme un livrable clé du projet.

Trimestriellement :

Un rapport sur l'état d'avancement du projet est préparé par le Coordonnateur national selon le format des rapports trimestriels du PNUD. L'état d'avancement du projet doit être enregistré sur la plateforme de la gestion basée sur les résultats du PNUD. En se basant sur les informations enregistrées sur ATLAS, un rapport sur l'état d'avancement du projet peut être généré à partir du « executive Snapshot ». D'autres enregistrements sur ATLAS permettent de suivre les journaux des problèmes, des risques, les enseignements tirés, etc.

Fréquence du suivi évaluation :

Un programme détaillé des réunions de revue du projet sera développé par l'équipe de gestion du projet, en concertation avec le partenaire de mise en œuvre et les autres partenaires. Cette programmation doit être annexée au rapport de lancement du projet. Une telle programmation doit englober (i) une proposition d'agenda pour les réunions du comité de pilotage (ou bien tout autre mécanisme de conseil/coordination mis en place) et (ii) les activités de suivi évaluation du projet.

Le suivi au jour le jour de la mise en œuvre du projet sera la responsabilité du Coordonnateur national du projet sur la base du plan de travail annuel (AWP) et de ses indicateurs. Le Coordonnateur du projet doit informer le PNUD de tous délais ou difficulté rencontrées dans la mise en œuvre du projet pour permettre au bureau du pays de prendre les mesures nécessaires dans le temps.

Un suivi périodique de la mise en œuvre du projet sera assuré par le bureau du PNUD au Maroc à travers des réunions trimestrielles avec les responsables d'exécution du projet ou bien plus fréquemment en cas

de besoin. Ceci permettra aux différentes parties de faire le bilan des réalisations et de traiter tout problème rencontré par le projet au moment opportun afin de créer les conditions convenables à la meilleure exécution des activités du projet.

12 Evaluations indépendantes :

Le projet fera l'objet d'au moins deux évaluations indépendantes externes comme suit :

- Evaluation à mi-parcours :

Une évaluation à mi-parcours sera réalisée à la fin de la deuxième année de réalisation. L'évaluation déterminera le progrès réalisé et permettra de rectifier les déviations par rapport au cadre de mise en œuvre du projet, le cas échéant. Elle mettra l'accent sur l'efficacité et l'opportunité de la réalisation du projet, soulignera les questions, décisions et actions correctives, et présentera les leçons apprises initiales sur la conception, la réalisation et la gestion du projet. Les résultats de cette révision seront intégrés en tant que recommandations pour une application renforcée durant la dernière moitié de la durée du projet. L'organisation, les termes de référence et le timing de l'évaluation seront préparés par le PNUD.

- Evaluation finale :

Une Evaluation finale indépendante aura lieu trois mois avant la réunion de révision tripartite finale et mettra l'accent sur les mêmes questions que lors de l'évaluation à mi-parcours. L'évaluation finale examinera également l'impact et la viabilité des résultats, y compris la contribution au développement des capacités et la réalisation des objectifs généraux. L'évaluation finale devra également fournir des recommandations pour des activités de suivi. Les termes de référence pour cette évaluation seront préparés par le PNUD.

13 Audit

Le gouvernement fournira au Représentant Résident des déclarations financières périodiques et un audit annuel des déclarations financières liées au statut du fonds du PNUD selon les procédures établies définies dans les manuels de programmation et de finance. L'audit sera effectué par l'auditeur du gouvernement reconnu légalement, ou par un auditeur commercial engagé par le gouvernement. Conformément au PAC UNDAF 2012-2016, l'audit du Programme sera conduit par la Cour des Comptes et ce suivant la modalité HACT (Harmonized Approach for Cash Transfer – Harmonisation des procédures de transfert monétaire aux partenaires).

Clôture du projet :

Durant les derniers trois mois de la vie du projet, l'équipe de gestion doit préparer un rapport de clôture. Le rapport final doit résumer les résultats atteints (objectives, résultats attendus, produits), les enseignements tirés, les problèmes ainsi que les aspects où le projet n'a pas pu atteindre les résultats escomptés. Il doit aussi relayer les recommandations issues de la mise en œuvre du projet afin de s'assurer de la durabilité des activités et des résultats du projet.

14 COMMUNICATION ET VISIBILITE :

Un plan de communication et de visibilité mettra en place des mesures qui permettront d'assurer une visibilité complète de la contribution du gouvernement du Japon, et sera développé au début du document de projet. Il permettra aussi la communication et la visibilité des actions à prendre tout au long du cycle du projet en coordination avec l'ambassade du Japon et l'équipe de communication.

Le plan de communication et de visibilité assurera aussi la production de matériel imprimé et audiovisuel pour mettre en avant le succès des activités, avec un accent sur les médias sociaux et numériques, des apparitions publiques, et des visites de terrain. Un(e) expert(e) de la communication et des médias va consacrer le temps nécessaire pour la mise en œuvre du plan de communication et de visibilité au cours du cycle de vie du projet.

15 CONTEXTE LEGAL

Ce document associé au Plan-Cadre signé par le Gouvernement et le PNUD, constituent ensemble le document projet tel que visé par les accords du Standard Basic Assistance Agreement (SBAA) et toutes les dispositions du Plan-Cadre s'appliquent à ce document.

Conformément à l'article III du SBAA, la responsabilité de la sécurité du partenaire d'exécution et de son personnel ainsi que les biens propriété du PNUD mis à disposition du partenaire, repose avec le partenaire d'exécution.

Le partenaire d'exécution doit :

- a. mettre en place un plan de sécurité approprié et maintenir le plan de la sécurité, en tenant compte de la situation sécuritaire dans le pays où le projet est exécuté ;
- b. assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du partenaire d'exécution et la mise en œuvre complète du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier que le plan en question est bien mis en place, et de proposer des modifications si nécessaire. La non maintenance et la non mise en œuvre d'un plan de sécurité approprié comme exigé dans les accords est considéré comme une entrave aux accords.

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre tous les efforts raisonnables pour s'assurer qu'aucun des fonds du PNUD reçu conformément au Document de projet sont utilisés pour apporter un soutien à des personnes ou entités liées au terrorisme et que les bénéficiaires de tous les montants fournis par le PNUD en vertu des présentes ne figurent pas sur la liste établie par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste peut être consultée via <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats ou sous-accords conclus en vertu du présent Document de projet.

Ce projet fait partie d'un cadre programmatique général en vertu duquel plusieurs activités distinctes associées au niveau des pays seront mises en œuvre. Lorsque les services d'aide et de soutien sont prévus à partir de ce projet pour les activités connexes au niveau des pays, ce document est le «document de projet» de référence dans les SBAA signés pour les pays spécifiques.

Ce projet sera mis en œuvre par le Ministère de l'Habitat et de la Politique de la Ville en tant que partenaire d'exécution, conformément à ses règlements financiers, règles, pratiques et procédures, dans la mesure où ils ne contreviennent pas aux principes du règlement financier et les règles du PNUD. Lorsque la gouvernance financière du partenaire d'exécution ne fournit pas les indications nécessaires pour assurer le meilleur rapport qualité-prix, l'équité, l'intégrité, la transparence et concurrence internationale effective, la gouvernance financière du PNUD s'applique.

ANNEXE I. Analyse des Risques

Annex 1 – Risk Management Framework

Risque	Impact *	Probabilité	Atténuation des Risques :
La complexité du projet dépasse les capacités de la DGAPR	Moyen	Faible	- Développement des capacités des partenaires <ul style="list-style-type: none">- Effectuer une évaluation des capacités (micro évaluation) au début du projet et identifier les besoins en développement des capacités nécessaires- Faciliter l'échange de connaissances et d'expériences avec les partenaires du PNUD- Réviser/modifier l'approche du projet si nécessaire, durant la mise en œuvre (approche itérative)
La participation des femmes dans le projet est limitée	Faible	Moyenne	- Veiller à l'inclusion des femmes dans le cycle du projet
Attentes trop élevés des détenus et du personnel des prisons	Faible	Moyenne	- Mettre en place un plan de communication stratégique global adapté à la portée du projet.

ANNEXE G. SOCIAL AND ENVIRONMENTAL SCREENING TEMPLATE

Project Information

Project Information	
1. Project Title	Appui à la mise en œuvre de la stratégie de la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion
2. Project Number	00096587
3. Location (Global/Region/Country)	Morocco

Part A. Integrating Overarching Principles to Strengthen Social and Environmental Sustainability

QUESTION 1: How Does the Project Integrate the Overarching Principles in order to Strengthen Social and Environmental Sustainability?

Briefly describe in the space below how the Project mainstreams the human-rights based approach

Le projet, fruit d'un partenariat PNUD et Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR), vise à appuyer la mise en œuvre de la stratégie de la DGAPR dans le cadre de la réforme du système carcéral. Le projet s'aligne en particulier sur les axes stratégiques relatifs à l'humanisation des conditions de détention, la préparation à une meilleure réinsertion sociale et la modernisation de l'administration pénitentiaire, et ce en intégrant les principes de droits humains, la dimension genre, le souci de la durabilité environnementale, et dans une approche de gestion axée sur les résultats. Le projet bénéficie de l'accompagnement technique du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) et de la Rabita Mohammadia des Oulémas (RMO).

Les résultats escomptés sont :

Produit 1 : Le traitement humain, conforme aux dispositions législatives et réglementaires et aux normes internationales des droits de l'homme, des détenu(e)s en général et des groupes vulnérables en particulier, est accru.

Produit 2 : Les détenus acquièrent un ensemble de compétences professionnelles, éducatives et culturelles nécessaires qui devraient leur garantir une meilleure réinsertion sociale et économique.

Produit 3 : LA DGAPR dispose des outils et compétences de façon à pouvoir mettre en œuvre la mission de la stratégie et à répondre à l'évolution de la population carcérale.

Produit 4 : l'intégration de la prise en compte de l'environnement, du genre et de la vulnérabilité dans la gestion de la DGAPR est renforcée.

Briefly describe in the space below how the Project is likely to improve gender equality and women's empowerment

Sous-produit 4.2 : Les connaissances relatives aux problématiques de genre dans les EP et solutions à mettre en place sont renforcées et une stratégie est mise en place

☐ Réaliser un audit genre de la DGAPR et des EP pour réaliser un état des lieux et identifier les défis ;

<input type="checkbox"/> Mettre en place une stratégie genre pour la DGAPR <input type="checkbox"/> Renforcer les capacités des équipes en intégration de genre dans la programmation et la budgétisation.
Briefly describe in the space below how the Project mainstreams environmental sustainability
<p>. Sous-produit 4.1 : La prise en compte de l'environnement est intégrée pour une prison verte</p> <input type="checkbox"/> Organiser une visite d'échange pour s'inspirer des meilleures pratiques en assainissement solide et liquide, efficacité énergétique et durabilité environnementale dans les EPs. <input type="checkbox"/> Développer la Charte du Bâti qui intègre la dimension durabilité environnementale, efficacité énergétique et accessibilité <input type="checkbox"/> Développer les outils d'évaluation de l'impact environnemental des EPs <input type="checkbox"/> Organiser un atelier international autour du concept de la prison verte

Part B. Identifying and Managing Social and Environmental Risks

QUESTION 2: What are the Potential Social and Environmental Risks? <i>Note: Describe briefly potential social and environmental risks identified in Attachment 1 – Risk Screening Checklist (based on any “Yes” responses).</i>	QUESTION 3: What is the level of significance of the potential social and environmental risks? <i>Note: Respond to Questions 4 and 5 below before proceeding to Question 6</i>			QUESTION 6: What social and environmental assessment and management measures have been conducted and/or are required to address potential risks (for Risks with Moderate and High Significance)?
Risk Description	Impact and Probability (1-5)	Significance (Low, Moderate, High)	Comments	Description of assessment and management measures as reflected in the Project design. If ESIA or SESA is required note that the assessment should consider all potential impacts and risks.
Pas de risque identifié				
[add additional rows as needed]				
	QUESTION 4: What is the overall Project risk categorization?			

	Select one (see SESP for guidance)		Comments
	Low Risk	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas de risque social ou environnemental identifié
	Moderate Risk	<input type="checkbox"/>	
	High Risk	<input type="checkbox"/>	
	QUESTION 5: Based on the identified risks and risk categorization, what requirements of the SES are relevant?		
	Check all that apply		Comments
	Principle 1: Human Rights	<input type="checkbox"/>	
	Principle 2: Gender Equality and Women's Empowerment	<input type="checkbox"/>	
	1. Biodiversity Conservation and Natural Resource Management	<input type="checkbox"/>	
	2. Climate Change Mitigation and Adaptation	<input type="checkbox"/>	
	3. Community Health, Safety and Working Conditions	<input type="checkbox"/>	
	4. Cultural Heritage	<input type="checkbox"/>	
	5. Displacement and Resettlement	<input type="checkbox"/>	
	6. Indigenous Peoples	<input type="checkbox"/>	
	7. Pollution Prevention and Resource Efficiency	<input type="checkbox"/>	

Final Sign Off

Signature	Date	Description
QA Assessor		UNDP staff member responsible for the Project, typically a UNDP Programme Officer. Final signature confirms they have "checked" to ensure that the SESP is adequately conducted.
QA Approver		UNDP senior manager, typically the UNDP Deputy Country Director (DCD), Country Director (CD), Deputy Resident Representative (DRR), or Resident Representative

		(RR). The QA Approver cannot also be the QA Assessor. Final signature confirms they have “cleared” the SESP prior to submittal to the PAC.
PAC Chair		UNDP chair of the PAC. In some cases PAC Chair may also be the QA Approver. Final signature confirms that the SESP was considered as part of the project appraisal and considered in recommendations of the PAC.

15.1.1 SESP Attachment 1. Social and Environmental Risk Screening Checklist

Checklist Potential Social and Environmental <u>Risks</u>	
Principles 1: Human Rights	Answer (Yes/No)
1. Could the Project lead to adverse impacts on enjoyment of the human rights (civil, political, economic, social or cultural) of the affected population and particularly of marginalized groups?	no
2. Is there a likelihood that the Project would have inequitable or discriminatory adverse impacts on affected populations, particularly people living in poverty or marginalized or excluded individuals or groups? ⁷	no
3. Could the Project potentially restrict availability, quality of and access to resources or basic services, in particular to marginalized individuals or groups?	no
4. Is there a likelihood that the Project would exclude any potentially affected stakeholders, in particular marginalized groups, from fully participating in decisions that may affect them?	no
5. Are there measures or mechanisms in place to respond to local community grievances?	yes
6. Is there a risk that duty-bearers do not have the capacity to meet their obligations in the Project?	no
7. Is there a risk that rights-holders do not have the capacity to claim their rights?	no
8. Have local communities or individuals, given the opportunity, raised human rights concerns regarding the Project during the stakeholder engagement process?	no
9. Is there a risk that the Project would exacerbate conflicts among and/or the risk of violence to project-affected communities and individuals?	no
Principle 2: Gender Equality and Women's Empowerment	
1. Is there a likelihood that the proposed Project would have adverse impacts on gender equality and/or the situation of women and girls?	no
2. Would the Project potentially reproduce discriminations against women based on gender, especially regarding participation in design and implementation or access to opportunities and benefits?	no
3. Have women's groups/leaders raised gender equality concerns regarding the Project during the stakeholder engagement process and has this been included in the overall Project proposal and in the risk assessment?	yes
3. Would the Project potentially limit women's ability to use, develop and protect natural resources, taking into account different roles and positions of women and men in accessing environmental goods and services?	no

⁷ Prohibited grounds of discrimination include race, ethnicity, gender, age, language, disability, sexual orientation, religion, political or other opinion, national or social or geographical origin, property, birth or other status including as an indigenous person or as a member of a minority. References to "women and men" or similar is understood to include women and men, boys and girls, and other groups discriminated against based on their gender identities, such as transgender people and transsexuals.

<i>For example, activities that could lead to natural resources degradation or depletion in communities who depend on these resources for their livelihoods and well being</i>		
Principle 3: Environmental Sustainability: Screening questions regarding environmental risks are encompassed by the specific Standard-related questions below		
Standard 1: Biodiversity Conservation and Sustainable Natural Resource Management		
1.1	Would the Project potentially cause adverse impacts to habitats (e.g. modified, natural, and critical habitats) and/or ecosystems and ecosystem services? <i>For example, through habitat loss, conversion or degradation, fragmentation, hydrological changes</i>	no
1.2	Are any Project activities proposed within or adjacent to critical habitats and/or environmentally sensitive areas, including legally protected areas (e.g. nature reserve, national park), areas proposed for protection, or recognized as such by authoritative sources and/or indigenous peoples or local communities?	no
1.3	Does the Project involve changes to the use of lands and resources that may have adverse impacts on habitats, ecosystems, and/or livelihoods? (Note: if restrictions and/or limitations of access to lands would apply, refer to Standard 5)	no
1.4	Would Project activities pose risks to endangered species?	no
1.5	Would the Project pose a risk of introducing invasive alien species?	no
1.6	Does the Project involve harvesting of natural forests, plantation development, or reforestation?	no
1.7	Does the Project involve the production and/or harvesting of fish populations or other aquatic species?	no
1.8	Does the Project involve significant extraction, diversion or containment of surface or ground water? <i>For example, construction of dams, reservoirs, river basin developments, groundwater extraction</i>	no
1.9	Does the Project involve utilization of genetic resources? (e.g. collection and/or harvesting, commercial development)	no
1.10	Would the Project generate potential adverse transboundary or global environmental concerns?	no
1.11	Would the Project result in secondary or consequential development activities which could lead to adverse social and environmental effects, or would it generate cumulative impacts with other known existing or planned activities in the area? <i>For example, a new road through forested lands will generate direct environmental and social impacts (e.g. felling of trees, earthworks, potential relocation of inhabitants). The new road may also facilitate encroachment on lands by illegal settlers or generate unplanned commercial development along the route, potentially in sensitive areas. These are indirect, secondary, or induced impacts that need to be considered. Also, if similar developments in the same forested area are planned, then cumulative impacts of multiple activities (even if not part of the same Project) need to be considered.</i>	no
Standard 2: Climate Change Mitigation and Adaptation		
2.1	Will the proposed Project result in significant ⁸ greenhouse gas emissions or may exacerbate climate change?	no
2.2	Would the potential outcomes of the Project be sensitive or vulnerable to potential impacts of climate change?	no

⁸ In regards to CO₂, 'significant emissions' corresponds generally to more than 25,000 tons per year (from both direct and indirect sources). [The Guidance Note on Climate Change Mitigation and Adaptation provides additional information on GHG emissions.]

2.3	Is the proposed Project likely to directly or indirectly increase social and environmental vulnerability to climate change now or in the future (also known as maladaptive practices)? <i>For example, changes to land use planning may encourage further development of floodplains, potentially increasing the population's vulnerability to climate change, specifically flooding</i>	no
Standard 3: Community Health, Safety and Working Conditions		
3.1	Would elements of Project construction, operation, or decommissioning pose potential safety risks to local communities?	no
3.2	Would the Project pose potential risks to community health and safety due to the transport, storage, and use and/or disposal of hazardous or dangerous materials (e.g. explosives, fuel and other chemicals during construction and operation)?	no
3.3	Does the Project involve large-scale infrastructure development (e.g. dams, roads, buildings)?	no
3.4	Would failure of structural elements of the Project pose risks to communities? (e.g. collapse of buildings or infrastructure)	no
3.5	Would the proposed Project be susceptible to or lead to increased vulnerability to earthquakes, subsidence, landslides, erosion, flooding or extreme climatic conditions?	no
3.6	Would the Project result in potential increased health risks (e.g. from water-borne or other vector-borne diseases or communicable infections such as HIV/AIDS)?	no
3.7	Does the Project pose potential risks and vulnerabilities related to occupational health and safety due to physical, chemical, biological, and radiological hazards during Project construction, operation, or decommissioning?	no
3.8	Does the Project involve support for employment or livelihoods that may fail to comply with national and international labor standards (i.e. principles and standards of ILO fundamental conventions)?	no
3.9	Does the Project engage security personnel that may pose a potential risk to health and safety of communities and/or individuals (e.g. due to a lack of adequate training or accountability)?	no
Standard 4: Cultural Heritage		
4.1	Will the proposed Project result in interventions that would potentially adversely impact sites, structures, or objects with historical, cultural, artistic, traditional or religious values or intangible forms of culture (e.g. knowledge, innovations, practices)? (Note: Projects intended to protect and conserve Cultural Heritage may also have inadvertent adverse impacts)	no
4.2	Does the Project propose utilizing tangible and/or intangible forms of cultural heritage for commercial or other purposes?	no
Standard 5: Displacement and Resettlement		
5.1	Would the Project potentially involve temporary or permanent and full or partial physical displacement?	no
5.2	Would the Project possibly result in economic displacement (e.g. loss of assets or access to resources due to land acquisition or access restrictions – even in the absence of physical relocation)?	no
5.3	Is there a risk that the Project would lead to forced evictions? ⁹	no

⁹ Forced evictions include acts and/or omissions involving the coerced or involuntary displacement of individuals, groups, or communities from homes and/or lands and common property resources that were occupied or depended upon, thus eliminating the ability of an individual, group, or community to reside or work in a

5.4	Would the proposed Project possibly affect land tenure arrangements and/or community based property rights/customary rights to land, territories and/or resources?	no
Standard 6: Indigenous Peoples		
6.1	Are indigenous peoples present in the Project area (including Project area of influence)?	no
6.2	Is it likely that the Project or portions of the Project will be located on lands and territories claimed by indigenous peoples?	no
6.3	Would the proposed Project potentially affect the rights, lands and territories of indigenous peoples (regardless of whether Indigenous Peoples possess the legal titles to such areas)?	no
6.4	Has there been an absence of culturally appropriate consultations carried out with the objective of achieving FPIC on matters that may affect the rights and interests, lands, resources, territories and traditional livelihoods of the indigenous peoples concerned?	no
6.4	Does the proposed Project involve the utilization and/or commercial development of natural resources on lands and territories claimed by indigenous peoples?	no
6.5	Is there a potential for forced eviction or the whole or partial physical or economic displacement of indigenous peoples, including through access restrictions to lands, territories, and resources?	no
6.6	Would the Project adversely affect the development priorities of indigenous peoples as defined by them?	no
6.7	Would the Project potentially affect the traditional livelihoods, physical and cultural survival of indigenous peoples?	no
6.8	Would the Project potentially affect the Cultural Heritage of indigenous peoples, including through the commercialization or use of their traditional knowledge and practices?	no
Standard 7: Pollution Prevention and Resource Efficiency		
7.1	Would the Project potentially result in the release of pollutants to the environment due to routine or non-routine circumstances with the potential for adverse local, regional, and/or transboundary impacts?	no
7.2	Would the proposed Project potentially result in the generation of waste (both hazardous and non-hazardous)?	no
7.3	Will the proposed Project potentially involve the manufacture, trade, release, and/or use of hazardous chemicals and/or materials? Does the Project propose use of chemicals or materials subject to international bans or phase-outs? <i>For example, DDT, PCBs and other chemicals listed in international conventions such as the Stockholm Conventions on Persistent Organic Pollutants or the Montreal Protocol</i>	no
7.4	Will the proposed Project involve the application of pesticides that may have a negative effect on the environment or human health?	no
7.5	Does the Project include activities that require significant consumption of raw materials, energy, and/or water?	no

particular dwelling, residence, or location without the provision of, and access to, appropriate forms of legal or other protections.